



## **Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor**

### **Département des Landes (40)**

**Séance du 19 janvier 2024**

### **Procès-verbal**

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf janvier à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le douze janvier deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

#### **Nombre de conseillers**

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 24

**Présents** : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Sandrine BOMPAS, Gaëtane ARICKX, Paul GONÇALVES, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP.

**Absents représentés** : Oriane RUVAL a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Henri ARBEILLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Lionel BARBERIS a donné procuration à Caroline CABANAC-ESCANDE.

**Secrétaire de séance** : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**Absents non représentés** : Jean-Marc LEROY, Elsa BECKER, Mathieu PARAILLOUS

## CONSEIL MUNICIPAL

19 JANVIER 2024

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le vendredi 19 janvier 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

### ORDRE DU JOUR

**Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 8 décembre 2023**

#### **FINANCES**

1. **Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2024.**

#### **INTERCOMMUNALITE**

2. **Modification des statuts de la Communauté de communes MACS - transfert de compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire » - réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche - Autres modifications.**
3. **Signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs et travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets au carrefour de l'avenue Marcel Prévost et avenue Jean Duboscq.**

#### **MARCHES PUBLICS**

4. **Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique.**

#### **TRAVAUX**

5. **Signature d'une convention de servitude avec Enedis pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune.**

#### **AFFAIRES GÉNÉRALES**

6. **Désignation de 5 élus pour siéger au conseil d'administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor.**

7. Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac d'Hossegor.
8. Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO).
9. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.
10. Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.
11. Mise à jour des commissions municipales et de leur composition.
12. Mise à jour des membres de la commission d'appel d'offres (CAO)
13. Mise à jour des membres de la commission de délégation de services publics (CDSP)

## **RESSOURCES HUMAINES**

14. Ouverture de poste sur le grade d'ingénieur principal à compter du 1<sup>er</sup> février 2024.
15. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement temporaire d'activité".
16. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité".
17. Création d'emploi temporaire "Remplacement".

## **DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

### **DECISIONS DU MAIRE**

- **Marchés publics :**

Marché public de travaux pour le marché de travaux pour la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

- **Culture :**

Sollicitation d'une subvention pour le salon du livre 2024

### **INFORMATIONS DIVERSES**

Soorts-Hossegor, le 12 janvier 2024

## **Ouverture de séance**

### **Christophe VIGNAUD :**

Bonsoir et bienvenue à ce conseil municipal du 19 janvier 2024, bonsoir au public présent et à ceux qui nous suivent via les réseaux. Il est 19h00, mais avant de débiter cette séance, je voulais dédier le Conseil de ce soir à notre élu Baudouin MERLET qui nous a quitté subitement en fin d'année, il était en charge des ressources humaines et il avait surtout une liberté de parole au sein de ce Conseil qui lui était unique, cela va nous manquer, tous les débats que nous avons pu avoir.

Je voulais lui rendre hommage ce soir, pour son travail au sein du groupe, que ce soit lors de la campagne électorale, puis au sein de la mairie et il ne faut pas l'oublier, c'est lui qui avait qui m'avait remis cette écharpe le soir de l'élection. Ce sera un souvenir que je garderai, il était notre doyen.

Pour finir, je tiens à rappeler que c'est grâce à lui que le jumelage avec la Polynésie s'est concrétisé, il était l'instigateur de ce rapprochement et nous avons tous les deux, on nous l'a suffisamment reproché, arrangé tout cela en en secret. Un sujet aussi intéressant qu'important pour nous qu'est le jumelage.

Je vais passer la parole à Cathy qui voulait s'exprimer sur le sujet.

### **Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Les élus du groupe « Soorts-Hossegor Naturellement », s'associent pleinement à l'hommage rendu ce soir à Baudouin MERLET.

Baudouin, dont la liberté de ton, l'indépendance d'esprit, l'humour, l'attention portée aux autres, nous ont marqués au cours des 3 ans écoulés. Baudouin qui nous a accompagnés jusqu'à aujourd'hui, ce soir vous nous manquez déjà, vous nous manquerez demain et pour longtemps.

### **Christophe VIGNAUD :**

Nous avons tous une pensée pour sa femme, ses 3 enfants et ses petits-enfants et je vous demande de vous lever afin de respecter une minute de silence en sa mémoire.

Merci, je vais donc sans transition, passer à l'appel nominal des conseillers, je vous passe la feuille d'émargement à signer. Le quorum étant atteint, je déclare la séance de ce soir ouverte. Maëlle DUBOSC-PAYSAN est désignée comme secrétaire de séance.

Nous allons commencer, mais avant de passer à ordre du jour, je voulais vous souhaiter à toutes et à tous une excellente année 2024, nous sommes encore dans les temps.

Nous avons eu la traditionnelle cérémonie des vœux hier soir, mais c'est encore d'actualité alors je vous souhaite le meilleur pour vous et vos proches.

Bienvenue également à notre nouveau Conseil Municipal des Jeunes (C.M.J), fraîchement élu, et je voudrais qu'on les applaudisse. Un bon mandat pour les 2 ans qui arrivent, nous avons discuté tout à l'heure des différents projets à venir.

Ce soir nous allons débiter essentiellement sur les orientations budgétaires que nous souhaitons mener en 2024, on va parler sur les grandes masses de budgets, des investissements, des recettes et comment nous allons harmoniser tout cela.

Vous avez d'ailleurs eu en amont tous les éléments pour lesquels nous serons à votre disposition pour vous les expliquer si besoin. Si certains points vous posent des questions, comme son nom l'indique c'est un débat d'orientation budgétaire, donc à l'issue de la présentation, vous pourrez débattre, expliquer, et poser vos questions.

Globalement, vous verrez l'articulation de nos engagements, tant pour les équipes, les projets réguliers d'entretiens de la ville, puis ceux plus structurants comme l'avenue de Bordeaux et surtout le Sporting qui est le point majeur de notre mandat. En effet, et il faut le répéter, ce bâtiment est un axe important de notre patrimoine et il faut, en responsabilité, le sauver. Comme nous l'avons évoqué assez souvent, il est corrodé pour ce qui est des tribunes et des coursives, complètement abandonné, concernant le fameux Bengali qui est un ancien vestige de cinéma mais qui est complètement à l'abandon ainsi que le troisième étage, la piscine, la brasserie et encore pleins de travaux importants afin de retrouver le bâtiment opérationnel.

C'est pour la commune, le bateau amiral, qui va donner un nouvel élan et permettre de proposer ce fameux tourisme d'affaires, souvent abordé mais jamais entamé.

Nous rentrons dans une nouvelle ère et il ne faut pas se loupier. Nous serons ambitieux, vigilants et prudents pour tenir les budgets sur du long terme.

C'est aussi pourquoi, vous l'avez peut-être lu dans les rapports, c'était assez long et lourd mais il était important que vous puissiez avoir le temps de le lire, nous allons chercher d'autres ressources sans pour cela augmenter les impôts. C'était un engagement, c'est important de la souligner.

Nous parlons de 2024 mais qui engage au-delà, 2024 c'est aujourd'hui mais tout ce qu'on va engager c'est pour demain et donc il est important de faire attention à tout ce que l'on entreprend.

La commune doit muter et trouver pour les années futures des axes différents et la politique générale de la ville va devoir trouver des propositions étonnantes.

Cela doit passer par la jeunesse, et nous devons proposer des nouveaux défis au travers de l'enseignement, de l'information mais aussi d'espace pour recevoir soit des start-up ou des entreprises afin d'accueillir une nouvelle population.

Cela permettra de rajeunir notre ville, permettre à la crèche de fonctionner, aux écoles de conserver nos classes, ce qui est important dans une commune et avoir des personnes qui puissent s'engager dans l'associatif afin de donner une dynamique supplémentaire à la commune.

En tout cas c'est un challenge que l'on doit relever, employons nos forces à prendre le bon tournant de demain. Je ne vais pas aller plus loin dans cette présentation, puisque nous pourrions en parler durant des heures, cela relève d'une stratégie beaucoup plus globale.

Avant donc de lancer le débat d'orientation budgétaire, je voulais vous vous partager ce que je viens de vous expliquer, comment imaginer demain et vous faire part des préoccupations qui nous animent.

Je vous rappelle qu'il n'y a pas de vote après le débat, c'est simplement un débat. Je regrette juste que Lionel (BARBERIS) ne soit pas là ce soir, il nous a dit hier soir qu'il avait un impératif professionnel, je l'ai eu au téléphone tout à l'heure, je pense qu'il va nous suivre ou en tout cas il sera avec nous un moment puisque je sais qu'il y a un petit texte qui va être lu par Cathy de sa part. Donc on va avoir quelques missives de sa part mais ce n'est pas très grave.

**Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 8 décembre 2023**

### **Christophe VIGNAUD :**

Avant de passer la parole à Édouard, nous devons valider le procès-verbal du dernier conseil municipal. Est-ce que vous avez des remarques ou des questions ? Non, parfait, nous pouvons donc débiter cette séance, et passons sans plus attendre au débat et au rapport sur les orientations budgétaires 2024, je laisse la parole à Édouard DUPOUY.

### **FINANCES**

#### **1. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2024.**

### **Édouard DUPOUY :**

Merci Monsieur le maire, le débat d'orientation budgétaire pour le rappeler à tout le monde, mais vous commencez à avoir l'habitude, il intervient donc avant le vote du budget qui aura lieu le 8 mars prochain.

Le but c'est qu'on ait eu des discussions autour des orientations qui vont être prises, de la stratégie derrière en vue de voter le budget. Ce que je vous propose, si cela vous convient, c'est que je déroule le document qui vous a été transmis en vous le présentant et puis peut être à l'issue on démarrera une séance de questions, un échange.

Donc, je vais passer sur l'introduction qui concerne en fait des éléments macroéconomiques nationaux et internationaux pour nous concentrer peut-être sur les recettes de la commune, sur les recettes la première partie concerne la fiscalité directe, donc vous en souvenez on a plusieurs typologies de de taxes, on a la taxe d'habitation, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et puis d'autres ressources fiscales. On continue à être dans la même logique, enfin dans les mêmes perspectives qu'on s'était fixé en début de mandat, c'est à dire de ne pas augmenter la pression fiscale locale, c'est pour ça que le taux de la taxe d'habitation ne va pas évoluer, il reste constant en revanche, vous l'aurez noté dans le document, les bases fiscales, elles, évoluent donc pour cela, on n'a pas la main là-dessus. Ce sont des bases qui sont transmises par le ministère de l'économie et des finances, et elles évoluent chaque année en fonction, à la fois de l'inflation et d'évolution de l'immobilier France.

Autre point à noter, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, on en a déjà parlé, on l'a voté en cours d'année, cela va générer de nouveaux revenus, donc pareil, on a une base fiscale sur laquelle on va appliquer une majoration de 60% et ce qui pourrait générer sur l'année 2024 un produit de 1 M€.

Donc si on regarde les grandes masses, c'est le diagramme qui vous est proposé, il vous démontre bien que sur l'année 2024, on a une évolution de plus de 1M€ des recettes, qui s'explique comme je l'ai évoqué, à la fois par l'évolution des bases et à la fois par les mises en place de la THRS (Taxe Habitation sur les Résidences Secondaires), ce qui nous ferait pour 2024 un produit estimé à 6,3 M€ versus un peu plus de 5 M€ l'année dernière, on a une évolution de 22% sur ce produit.

Deux autres petits points à signaler sur les autres ressources fiscales, vous avez notamment les ressources des marchés, des horodateurs, de la taxe sur l'électricité, de la taxe de séjour et des droits de mutation, sur toute cette partie-là, on a fait le choix d'être extrêmement prudents donc de les inscrire plus ou moins à la baisse.

Je parle notamment des droits de mutation parce que vous savez qu'il y a un ralentissement depuis quelques mois à la fois des transactions immobilières sur la commune et puis à la fois un ralentissement de la croissance des prix, donc on a fait le choix d'indiquer un montant de droits de mutation à hauteur de 1,2 M€, nous étions autour de 1,4 M€ en 2023 et l'année précédente aux alentours de 1,9 M€, et on a fait le choix de faire la moyenne des neufs dernières années pour rester prudents sur ce point.

Deux autres points à signaler, les horodateurs si vous voyez une augmentation, on en a déjà parlé il me semble lors de la dernière séance du conseil, cela fait suite à la mise en place d'une nouvelle politique du stationnement et puis la taxe de séjour, il me semble qu'on en avait déjà parlé lors d'un conseil en tout début d'année dernière, on avait dû voter, même si nous n'étions pas trop pour, un supplément sur la taxe de séjour qui vise à financer la ligne LGV, donc il y a un surplus de 34% sur la taxe de séjour.

Nous, on est juste chargé de faire le « sale boulot », on collecte et on reverse, et évidemment c'est la mairie qui passe pour le méchant qui collecte comme souvent, ensuite il y a quelques points sur le potentiel fiscal, je vais passer parce que ce n'est pas forcément intéressant l'effort fiscal.

Un rappel sur les taux mais j'en ai déjà parlé, c'est un point à bien avoir en tête, c'est quand même assez rare, quand on voit que l'année dernière il y a un certain nombre de communes qui se sont amusées à faire évoluer les taux de taxe d'habitation, notamment des grandes communes, pour exemple à Paris je crois que c'est plus de 50% l'évolution, depuis 2012 le taux n'a pas varié à Soorts-Hossegor, c'est 11, 67 un taux qui est relativement faible, si on garde les moyennes.

C'était notre engagement je l'ai déjà dit et je me répète mais on continue sur cette pensée, pareil sur le taux sur le foncier bâti, nous sommes à 28,82 vous ne voyez pas d'évolution et sur le foncier non-bâti il reste à 72,5. Le tableau vous détaille l'ensemble des produits, j'en ai déjà parlé donc 6,3 M€.

On va passer au point numéro 2 qui concernent la DGF (la dotation globale de fonctionnement), c'est une dotation versée par l'état en fonction de la taille de la commune et de ses besoins, on a un beau graphique qui vous montre que depuis 2012 elle est en décroissance, et le choix qu'on a fait pour émettre nos orientations, c'est se dire qu'elle serait la même cette année en 2024. Elle était en légère augmentation entre 2022 et 2023, l'année dernière elle s'est élevée à 692 000€, on a fait le choix de mettre le même montant, et a priori il ne devrait pas y avoir de variation là-dessus.

Je ne parlerai pas du Fonds de péréquation intercommunale puisqu'il n'est pas applicable.

Vous avez ensuite une synthèse des recettes réelles de fonctionnement et une projection sur 2024 donc qui montre qu'on a des recettes qui sont légèrement en croissance +1,42%, pour deux raisons, c'est ce que j'ai déjà expliqué, premièrement sur la fiscalité c'est l'évolution de 1 M€ lié à la THRS et l'autre que vous voyez en baisse, ce sont les recettes d'exploitation qui sont en réalité en baisse de façon prudentielle et j'espère qu'on aura des meilleurs résultats à la fin de l'exercice. Si vous regardez le montant en 2023 qui est à hauteur de 3,8 M€, je pense qu'il est loin du montant qu'on avait dû indiquer dans le ROB de l'année dernière. C'est toujours le choix que l'on fait, afin d'avoir des bonnes nouvelles à annoncer et pas l'inverse.

D'autres explications sur les évolutions sur les recettes d'exploitation, je ne sais pas si vous vous souvenez mais sur l'année 2023, il y avait notamment le reversement au budget principal des excédents des budgets Pédebert et Casino à hauteur de 1 M€. Ce qui vient un petit peu changer les choses.

Dans les autres recettes, le montant qui s'élève à 535 000€, il concerne notamment la cession de la maison Lâcout, on l'a déjà évoqué pour un montant de 520 000€. Donc voilà pour la structure des recettes, qui sont en légère augmentation. Vous avez la répartition qui vous permet de comprendre qu'en fait 70% de nos recettes relèvent de la fiscalité, des Impôts et taxes, et 15 % des produits des services, ce qui est assez important.

Je vais passer maintenant aux dépenses, donc sur les dépenses de fonctionnement, on a deux grandes catégories on a les charges à caractère général, qui en 2023 s'élevaient à 3,2 M€ et pour le budget 2024 on les projette à 3,3 M€, avec une petite évolution de 2,86%, je vais les détailler par la suite.

Puis on a les autres charges de gestion, qui elles sont en recul de 46%, qui seront élevées en 2024 à 1,2 M€, ce qui nous fait un total de dépenses de gestion de 4,6 M€ versus 5,6 M€ l'année dernière. Donc il y a 1 M€ de dépenses en moins, ce million il s'explique comme je l'ai déjà dit tout à l'heure par le reversement au budget principal des excédents du budget casino qui est passé en autre charge de gestion pour 1,38 M€. On a projeté sur les dépenses, une inflation à hauteur de 2,8%, je vais peut-être faire un point sur les dépenses de fluides, j'en avais parlé l'année dernière, il y a notamment l'inflation que vous voyez dans le diagramme qui est à l'écran, sur 2023 on a une forte inflation, et on projette sur 2024 à peu près la même évolution, donc c'est-à-dire une évolution de l'ordre de 15 à 20%.

On constate quand même que par rapport à ce qu'on put subir d'autres secteurs notamment le secteur privé, nous avons été suffisamment protégés notamment grâce au groupement de commande d'énergie auquel nous avons adhéré via le Sydec.

Qui nous permet de subir une inflation beaucoup plus faible et convenable, il y a un tableau qui vous détaille les évolutions à la fois sur l'eau, l'assainissement, l'énergie, les carburants donc ce sont des évolutions aux alentours de 15%.

Autre point important, les charges de personnel qui représentent un peu plus de la moitié des dépenses de fonctionnement de la commune, il y a un diagramme qui vous présente l'évolution depuis 2021 donc on est passé d'un montant qui était autour de 4,5 M€ et on se rapproche des 6 M€, tout ceci s'explique, et j'aimerais l'expliquer de 3 façons, la première chose à avoir en tête c'est qu'il y a des éléments qu'on ne maîtrise pas, qui sont dus à des décisions nationales, gouvernementales.

J'ai plusieurs exemples l'augmentation du Smic, cela va avoir un impact sur les charges de personnel de la commune et on ne la maîtrise pas et on ne peut pas le remettre en cause. Ensuite, il y a eu l'indemnité inflation, des revalorisations sur les grilles indiciaires des catégories C et B, un certain nombre de revalorisations, donc ça c'était sur 2021 et 2022, en 2023, on a eu l'effet année pleine de ces revalorisations qui étaient intervenues au cours de l'année 2022 et puis en 2024 on aura également d'autres évolutions. En effet, l'Etat a prévu de rajouter à tous les agents 5 points d'indice et les différentes augmentations qui auront lieu sur l'année également, pourquoi je dis ça ? Parce qu'en fait la réalité, c'est que ces augmentations représentent à peu près 70% de l'augmentation globale qu'on a connue sur les charges de personnel, donc ces 70%, on ne les maîtrise pas, c'est-à-dire qu'à effectif constant, automatiquement vous prenez cette évolution structurelle.

Le 2<sup>ème</sup> point c'est l'amélioration salariale que nous avons souhaité impulser en 2021, vous en souvenez c'était la prime COVID et puis depuis 2022, il y a eu différentes phases de réajustements, de revalorisations qui ont été d'ailleurs validées en commission RH, et donc cette partie-là d'augmentation représente à peu près 10% de l'augmentation globale et enfin, le dernier point, qui là est un peu plus lié à notre politique stratégique, c'est l'amélioration des services, donc ce sont les choix de gestion qu'on a mis en place, des choix d'organisation qui ont été pris, pour améliorer les services, pour améliorer la qualité du travail, en 2021 c'était le recrutement notamment d'une responsable à l'urbanisme, à la sécurité des plages. En 2022, on avait l'effet pleine de ces recrutements notamment un binôme aux affaires générales, un binôme à la comptabilité et en 2023, on a eu l'effet année pleine pour le remplacement poste pour poste à la commande publique et au pôle enfance jeunesse, voilà tous ces tous ces ajustements qui expliquent ces évolutions.



Vous avez également la mise en place du service événementiel à l'occasion du centenaire de notre station pour 2023 et puis alors sur 2024 ce qui est prévu c'est le remplacement poste pour poste des départs à la police municipale et à l'urbanisme, mais également de recruter un adjoint à la police municipale et puis développer dès septembre un service des sports. L'amélioration des services c'était le 3<sup>ème</sup> point, mais ce qu'il faut retenir c'est qu'en fait ces choix de gestion ont un impact fort en interne, mais sur nos finances et sur nos charges de personnel c'est une partie infime de cette évolution.

Voilà, c'est le message que je voulais vous faire passer pour que vous ayez bien en tête que ces évolutions de charges de personnel on les contrôle plus ou moins, quand vous avez des évolutions que vous ne maîtrisez pas, et qui représentent quand même 70% du montant global, bien vous n'avez pas beaucoup de choix, soit vous faites le choix de dire je ne peux pas les supporter, et je pense que certaines communes font ce choix en se disant moi je ne peux pas les supporter donc je vais être obligé de réduire mes effectifs.

Mais encore là, vous avez peu de marge de manœuvre parce qu'on est dans la fonction publique, et on ne peut pas se permettre de faire un plan de licenciement, là ce n'est pas la même chose, on n'a pas la même flexibilité soit on fait le choix de les supporter et nous c'est le choix qui a été fait, c'est à dire de conserver les effectifs et de supporter cette charge supplémentaire.

Donc voilà sur les sur les charges de personnel j'en ai fini, le montant 2024 cela va être 5,9 M€ versus 5,4 M€, soit une évolution de 7%. Un autre point qui est bon à avoir en tête, parce que si on regarde cette évolution, juste sur l'angle budgétaire, uniquement si on regarde les montants et l'évolution de ces charges, cela peut faire peur de voir cette évolution, je pense à un autre point, c'est la part que représentent ces charges de personnel, par rapport au montant global des dépenses de la commune et là en l'occurrence, et on le regardera plus tard mais notre ratio est de 52%.

Quand vous comparez à d'autres communes, elles se situent plus autour de 56/58%, donc on n'est pas sur des dépenses excessives de personnel, c'est mesuré et contrôlé.

**Caroline CABANAC-ESCANDE :**

Juste Edouard, s'il te plaît est-ce que tu peux juste nous rappeler la différence de la rémunération des titulaires et des non-titulaires, et comment elles sont réparties.

**Edouard DUPOUY :**

Alors, il va y avoir à la fois les assurances, les cotisations sur le transport, la retraite... En fait, ce sont toutes les charges sociales, toutes les lignes que tu retrouves sur un bulletin de paie voilà. Il y a 2 lignes qui concernent les rémunérations et toute la panoplie que tu dois connaître mais qui ne sont pas dans la même catégorie, qui figure en autres dépenses.

**Caroline CABANAC-ESCANDE :**

Très bien merci.

**Edouard DUPOUY :**

Voilà, si je continue vous avez ensuite une synthèse sur les dépenses réelles de fonctionnement, qui vous montre à la fois les charges de gestion, les charges de personnel, les atténuations de produits, les charges financières et autres dépenses.

Quelques petits points à signaler, donc j'en ai déjà parlé sur la charge de gestion, c'était l'impact de l'inflation pour 2,8%, les charges de personnel, je viens de le détailler.

Sur les atténuations de produits, cela concerne la mise en place du reversement de la part de 34% de la taxe de séjour au GPSO, donc c'est un produit qu'on comptabilise mais qu'on reverse, donc c'est neutre. Mais c'est ce qui fait ce passage de 63 000€ à 186 000€ en 2024.

Vous avez ensuite un graphique qui vous montre la structure des dépenses réelles de fonctionnement, et c'est ce que je vous expliquais auparavant, les charges de personnel cela représente 54% des dépenses.

On va parler de l'endettement de la commune, d'ailleurs sur le graphique en question, vous voyez bien que les charges financières sont très faibles, 1% et c'est en lien avec ce que je vais expliquer plus tard. L'évolution de l'encours de la dette, vous vous en souvenez on en a déjà pas mal parlé depuis le début du mandat, on n'a pas contracté d'emprunt, on a fait que rembourser à la fois le capital et les intérêts des emprunts que l'on avait récupérés qui sont toujours en cours, donc on voit qu'en 2023, l'encours de la dette était inférieur à 3 M€.

Sur l'année 2024, il y a à la fois l'emprunt que l'on a voté lors du précédent conseil qui s'élève à 2 M€ pour les travaux de l'avenue de Bordeaux et un autre emprunt à hauteur d'1 M€ pour amorcer la réhabilitation du Sporting Casino.

Je vais rentrer un peu plus dans le détail, mais concrètement ce qu'il faut retenir dans le tableau que vous avez, en 2023 on avait un encours de la dette qui était à hauteur de 2,7 M€, là pour 2024 il va s'élever à 5,3 M€. Cette évolution que j'ai détaillée avec 2 emprunts contractés pour 3 M€.

Concernant la solvabilité de la commune, et ça, c'est intéressant, je rappelle qu'il y a un seuil d'alerte qui est de 12 ans, en 2021/2022/2023 on était inférieur à deux ans, vous voyez que l'impact est quand même relativement faible. Sur l'année 2024 malgré ces 2 emprunts de 3 M€, on est seulement à trois années.

Donc, ce sont des choix d'endettement qui sont plutôt raisonnables et maîtrisés, je vais détailler ensuite les investissements de la commune, vous avez un tableau qui vous retrace à la fois les recettes réelles de fonctionnement, les dépenses réelles de fonctionnement et l'épargne brute, qui va être dégagée, ça c'est assez important. Une épargne qui est assez importante, l'épargne brute s'élève à 1,7 M€ en 2024 contre un 1,6 M€ en 2023. C'est tout simplement la différence entre vos recettes et vos dépenses. Et c'est à partir de ce montant-là, que vous pouvez à la fois investir et puis aussi emprunter, on a un taux d'épargne brute qui est relativement solide, qui s'élève à 13% et puis l'encours de la dette qui a évolué à 5,3 M€, donc avec une capacité de désendettement qui est de 3 années.

Ensuite, vous avez un graphique qui vous montre à la fois l'évolution de l'épargne, des dépenses, des recettes et je ne vais pas m'attarder dessus, j'en ai déjà parlé.

Le taux d'épargne brute, juste pour vous dire qu'il y a un seuil d'alerte qui est de 10% et un seuil d'alerte de 7%, vous voyez que le taux d'épargne brute est au-dessus et on est relativement tranquilles.

L'épargne nette, je l'ai déjà dit, elle est confortable elle est entre 1 M€ et 1,5 M€, donc on a des bases relativement solides pour continuer.

Je vais détailler ensuite les dépenses d'équipements donc là dès 2024, le programme d'investissement qui intègre les PPI travaux et puis évidemment l'évolution du parc des véhicules proposé par les services techniques.

Il se compose principalement de l'acquisition de la maison Bonhomme pour 350 000€, différents travaux de peinture, l'extension du poste de secours de la centrale pour 70 000€, des travaux d'isolation

des Tucs et aux écoles, on continue également le programme concernant le pluvial et la voirie et vous vous en souvenez lors du dernier conseil on avait voté des AP/CP en ce sens. Des projets plutôt structurants qui se rajoutent à ces travaux d'entretien, donc il y a la sécurisation de la liaison cyclable entre Soorts et Hossegor pour 2,6 M€ avec donc l'engagement en 2024 de cet emprunt qui sera mobilisé dès le mois prochain, on continue le plan lumière sur 2024, c'est un plan qui s'étale de 2021 à 2028, donc chaque année on investit 200 000€. La canalisation de transfert de sable du lac vers l'océan pour 850 000€ dont 98 000€ sur fonds propres puisqu'on a l'engagement de MACS qui finance à 90% ce projet.

On a le déploiement de la fibre noire entre 2024 et 2027, une première tranche à hauteur de 225 000€, qui va démarrer à la fois sur l'avenue de Bordeaux et Pédebert, et puis on a la finalisation de deux grands chantiers, la fin de la police municipale pour 90 000€, la fin de la place des Landais pour 470 000€.

Enfin 2024, verra le début d'un projet structurant, la réhabilitation du Sporting Casino, donc le projet se décompose en 4 phases, qui correspondent à des localisations et un calendrier, on vous a mis le calendrier qui est assez parlant. Donc le projet en lui-même, vous voyez il y a 4 phases, pour un montant global de 11 M€, l'idée c'est de s'engager sur une tranche ferme à hauteur de 5,7 M€, pourquoi ?

Parce qu'il nous paraissait dangereux d'engager la commune sur un montant aussi énorme qu'est 11 M€, pour différentes raisons, déjà parce que ça nous faisait peut-être mobiliser d'un coup un emprunt colossal et du coup ça aurait pu nous mettre en difficulté par la suite puisqu'on se retrouvait en fin de mandat avec un projet qui est lancé et peu de marge de manœuvre. Là, l'idée est prudente, c'est de se dire pour le Sporting, il faut faire quelque chose et si on ne fait rien il doit fermer, puisqu'il y a des problèmes de sécurité.

Donc c'est de réaliser une phase qui vise à la fois une sécuriser et à la fois à effectuer des travaux qui vont générer des revenus de façon directe et très rapidement.

Je parle notamment de la piscine, de l'auditorium et du restaurant qui font partie de cette première tranche donc c'est notre choix, qui est un choix raisonnable.

C'est un choix de s'engager sur cette partie de 5,7 M€, pas sur une partie de 11 ou 12 M€ comme j'ai pu le lire dans certains écrits des commentateurs de la vie communale. Donc on a un engagement qui est raisonnable, en face on a un emprunt qui est raisonnable également et je vais peut-être vous en dire un peu plus sur l'emprunt.

Vous l'avez lu dans le rapport, c'est un emprunt qui a été sollicité auprès de la de la Caisse des dépôts, qui a plusieurs avantages, le premier, c'est qu'on a un taux préférentiel par rapport au marché actuel, qui se situe autour de 3%, et un autre avantage c'est qu'il nous permet de mobiliser de l'argent quand on veut au cours de ce projet sur une durée de 5 ans et sans frais.

C'est pour ça qu'on a fait ce choix de mobiliser 1 M€ sur l'année 2024 par rapport au plan qui s'annonce, puisque les travaux comme indiqué sur le calendrier, ne débuteront qu'en septembre 2024 et puis au fur et à mesure de l'avancée de ces travaux on pourra mobiliser deux autres emprunts, si le calendrier s'exécute comme annoncé, en 2025 2,3 M€ et en 2026 2,3 M€ également.

Ce qui n'est pas présenté dans le document parce qu'on ne parle que de de l'année 2024, mais ce qui est intéressant d'avoir en tête c'est que le fait de mobiliser ces deux autres emprunts sur 2025/2026 ne nous mets pas dans une situation dangereuse, ce que l'on a simulé, c'est qu'on se retrouverait quoi qu'il arrive avec une capacité de désendettement inférieure à sept années, ce qui, je trouve, est raisonnable par rapport au seuil d'alerte de douze ans.

Donc on a quand même une marge de sécurité qui est relativement confortable, alors certains pourraient nous dire « mais je ne comprends pas, vous avez un projet global jusqu'en 2028 et vous nous dites on finance que 5,5 M€, qu'une tranche ferme ». Justement l'idée, c'est de ne pas se mettre la corde au cou, de laisser une marge de manœuvre pour la nouvelle équipe qui prendra ses fonctions en mars 2026 et elle pourra faire le choix de poursuivre ce projet peut être d'une autre manière, mais en tout cas les tranches 2 et 3 qui sont présentées ici, sont optionnelles.

Et puis même dans la manière de financer ce projet, il y aura une certaine forme de liberté, on n'aura pas engagé la commune sur un projet pharaonique avec les emprunts colossaux.

Voilà pour la fin de ce document, vous avez ensuite et on a rajouté page 38, je suis désolé ce n'était pas dans le document qu'on vous a envoyé mais ce sont les différentes autorisations de programmes des AP/CP et c'était un rappel des différents AP/CP que vous connaissez, mais il fallait le mettre dans le document, et puis on a rajouté également un tableau sur le besoin de financement qui vous montre les dépenses réelles, le remboursement de la dette, les dépenses d'ordre et le reste à réaliser.

Il y a un tableau global ensuite qui vous montre les recettes d'investissement et le résultat d'investissement, je n'ai pas de commentaire, on voit bien que c'est financé par l'emprunt, qu'il y a aussi de l'autofinancement à hauteur de 2 M€ et puis pour terminer la lecture de ce document, il y a les ratios de la commune, comme je le répète chaque année, ce n'est pas évident de comparer nos ratios avec d'autres communes, alors le choix qui a été fait c'est de les comparer à des communes touristiques (hors montagne), entre 3 500 et 10 000 habitants, deux ratios qui me semblent intéressants de commenter, les dépenses de personnel, c'est le ratio numéro 7 sur les dépenses réelles de fonctionnement, j'en ai déjà parlé tout à l'heure, il est de 54%, qui est inférieur à cette moyenne comparative, qui est à 56,9% et puis l'autre point que je voulais mettre en avant, c'est celui sur les dépenses d'équipement qui s'élèvent à 59%, on a un taux qui est beaucoup plus élevé par rapport à d'autres communes et qui montre qu'on fait ce choix d'investir et de continuer à investir pour la ville.

Vous avez ensuite les comparatifs avec les autres communes de la même strate et puis la définition des ratios, j'en ai terminé pour la présentation du document, mais si je devais résumer en trois phrases ce qu'il faut retenir de ces orientations budgétaires c'est : on respecte le programme depuis le début, pas d'impact sur la fiscalité locale, on a une fiscalité qui est maîtrisée donc on n'augmente pas les impôts mais on continue d'investir pour la fois protéger et moderniser notre patrimoine.

Cette année c'était la place des Landais, et je pense qu'on peut être fier du travail qui a été réalisé, et on s'attaque à un projet beaucoup plus ambitieux dès 2024 qui est le Sporting Casino mais on continue avec cette volonté de préserver, protéger et moderniser les piliers de la station.

Et malgré le fait qu'on n'augmente pas les impôts, malgré le fait on continue à investir avec des montants colossaux, on continue et c'est ce que montre ce document à avoir des bases extrêmement solides financièrement. Une épargne nette dégagée qui est considérable plus d'1 M€, et peu de communes peuvent en dire autant, une capacité de désendettement qui reste maîtrisée et qui nous permet de continuer nos projets en ce sens, voilà j'en ai terminé donc place au débat.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Juste avant de vous passer la parole Cathy, je pense qu'Édouard a bien résumé les choses, la philosophie de ce budget a été de vous démontrer qu'en termes de recettes, on a été très prudents, il n'est pas notifié à l'intérieur de ces budgets, mais les subventions que nous avons ou allons recevoir, quand tout à l'heure Édouard parlait de l'avenue de Bordeaux avec un certain montant de 2,3 M€, en face on a à on a plus de 850 000€ de subventions, qui nous être versée par la MACS et puis à la suite d'un appel à

projets auquel Éric (MAILHARRANCIN) a répondu, donc ça aussi c'est une ressource supplémentaire et on a voulu et on veut le faire de cette façon-là pour être très prudent, comme au niveau des taxes relatives aux ventes immobilières, là aussi on est resté dans une moyenne très basse, même si le début d'année a été relativement important puisqu'à ce jour on a récolté 145 000€ de droits de mutation.

C'est la conjoncture qui fait qu'on préfère rester prudents, en tout cas c'est c'était important et puis les recettes c'est une chose mais les dépenses là aussi on essaie de les maîtriser.

Et on va les maîtriser sur le Sporting avec la philosophie qui a été proposée, de ne pas imposer à d'autres ce qu'on souhaiterait faire, parce que c'est toujours très désagréable, et en 2026 on verra si c'est stop ou encore et puis il y a ces fameuses charges fixes qui sont importantes de 54%, là aussi il faut les maîtriser mais ce sont des choix qu'on a fait, de doubler les effectifs, un service un service important à la population. En doublant dans chacun des effectifs dans les services, la possibilité d'avoir des agents qui peuvent répondre et qui travaillent sur tous les sujets, donc ce sont des choix politiques, stratégiques mais qui n'engage pas la commune en banqueroute loin de là.

Donc le débat peut commencer

**Edouard DUPOUY :**

Pardon, j'ai juste j'ai oublié de remercier grandement Mélanie (FOURGS), qui a établi ce rapport, merci pour votre engagement et merci également à Éric (MAILHARRANCIN) qui nous a soutenu depuis le début, merci.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien, donc on peut passer au débat, je sais que vous avez quelque chose à nous dire Cathy, est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre qui veut intervenir ? Non, donc on vous écoute.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Monsieur le Maire, merci aussi Édouard pour cette présentation très claire, très précise, très chiffrée de ce DOB et ce n'est pas sur tous ces chiffres que je souhaite intervenir mais plutôt sur l'esprit, la philosophie qui vous a animé pour rédiger ce rapport en particulier sur l'introduction donc qui a été écrite par Monsieur le Maire.

Donc à partir de maintenant, je m'exprime simplement et j'exprime la parole de Lionel (BARBERIS), en précisant qu'elle représente pour beaucoup, certaines de nos idées également.

« Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus du Conseil Municipal,

Tout d'abord je vous remercie de bien vouloir excuser mon absence qui est due à des obligations professionnelles hors de notre département que je ne pouvais pas décaler.

C'est avec grande attention que j'ai lu les orientations budgétaires et je me ferai un plaisir de les aborder avec vous lors du vote du budget, ainsi que du compte administratif qui reprendront les éléments techniques et financiers présentés ce jour à la fois rétrospectifs avec le vote du compte administratif mais aussi prospectifs avec le vote du budget.

Je remercie sincèrement le travail des services qui est de qualité sur ce document et les réunions de préparation budgétaire dans lesquelles nous avons eu tout loisir de débattre. Je constate aussi, et je vous en remercie, que nos avis sont écoutés et que nous retrouvons depuis le début du mandat, régulièrement des modifications de fonctionnement, d'orientations politiques ou techniques tenant compte des éléments que nous avons pu apporter.

C'est le cas aujourd'hui, car vous avez intégré au sein du DOB votre vision politique dans les pages qui en composent l'introduction. C'est une demande que j'avais pu vous faire et je vous remercie d'en avoir tenu compte. C'est très intéressant, et je pense qu'il est important de nous concentrer sur cette partie du DOB, car c'est là que se situe le débat républicain de ce jour. Je me permets d'apporter ma contribution par cette intervention :

Tout d'abord le côté paisible et sécuritaire que vous soulignez, n'est-il pas aussi le pendant de cette perte de population dont la presse s'est émue ces derniers jours ? Nous pensons que cela n'est pas le fruit du hasard car trop peu de gens ont la possibilité de s'installer dans notre commune. Que faisons-nous, que proposons nous à des jeunes couples qui souhaitent y habiter ? Notre ville vieillie car nous ne faisons rien ou si peu pour les familles... c'est triste...

Vous parlez de préservation du patrimoine, mais à ce jour la ferme de Bielle par exemple est toujours sans destination ou projet concret. Les tribunes du rugby sont détruites, les vestiaires sont peu dignes pour nos enfants accueillis à chaque entraînement. Le club de rugby est en train de glisser vers Capbreton, c'est peut-être ce que vous souhaitez... Ce n'est en tout cas pas notre volonté.

Comment d'autre part, expliquer à nos citoyens que vous vous permettez de détruire un ouvrage à peine réalisé, comme la place des basques, au détriment d'investissement beaucoup plus pertinents et nécessaires pour notre commune. Est-ce réellement une bonne gestion patrimoniale ou un respect républicain du travail déjà réalisé (comme vous le précisez pourtant dans votre texte), encore mieux une bonne utilisation du denier public alors que nos concitoyens n'en peuvent plus de payer toujours plus de taxes...

Le projet du Sporting s'est fait sans étude de marché sérieuse, pour dire si la création d'espace de réception, de séminaire, répond à un réel besoin ? Quelle gestion ? Quelle rentabilité ? Beaucoup trop de sujets qui sont à ce jour non résolus ou abordés alors que cela aura un impact sur les charges de fonctionnement... Le projet de réhabilitation du Casino certes est nécessaire mais doit être envisagé avec une vision beaucoup plus sérieuse de son exploitation future... A ce jour, tout reste trop vague.

Pour tenir vos objectifs vous nous écrivez avoir mis en place une organisation municipale à la hauteur de vos ambitions. Que dire de cela à part sourire alors que je suis en train d'écrire... Que dire du service urbanisme et de ses cinq agents au lieu de deux au début du mandat pour un résultat à ce jour quasi catastrophique... départ du chef de service, souffrance au travail, critiques des usagers...

Et comme il a été précisé lors de précédents conseils, vous avez au fil de l'eau agrémenté l'organisation de recrutement en fonction des besoins que vous avez vu apparaître... doubler les effectifs du service finance, doubler les effectifs du service RH, doubler les effectifs du service juridique, création d'un poste événementiel, d'un service des sports... et je suis obligé d'oublier beaucoup d'autres choses.

Cela montre, non pas que le besoin dans tel ou tel service était nécessaire ou superflu, mais que vous agissez en fonction des situations vécues en empilant les postes de fonctionnaires. Je ne peux que m'inscrire en faux face à tout cela et je vous avais dit qu'il fallait une réelle approche globale de l'organisation pour redessiner les postes des agents et maîtriser les coûts... C'est dommage car vous avez hérité d'une collectivité ayant une maîtrise de ses charges de fonctionnement ce qui, malgré tous les discours, n'est plus le cas.

Lorsque que vous parlez de maîtrise de l'inflation, je préfère parler de dérives inflationnistes de votre part car vous ne faites pas de choix de gestion, les robinets sont ouverts et les raisons des équilibres futurs viennent de recettes supplémentaires et non de vrais choix d'optimisation de l'organisation. Les charges futures, que vous avez créées le resteront longtemps dans les comptes de la ville, rendant les

gestions futures difficiles face à un monde qui bouge. Nous perdons en agilité pour le futur et pire, nos capacités d'investissements seront réduites. Les contribuables sont prêts à participer mais pas à voir l'argent dépensé sans compter.

Pour exemple, vous mettez en avant dans votre texte, que nous aurons en 2026 une capacité de désendettement d'environ sept années, mais comment pouvez-vous dans une ville comme Soorts-Hossegor mettre en avant cet argument alors que vous avez récupéré une ville avec une capacité de désendettement faible et cela sans avoir le niveau de recettes que nous prévoyons à ce jour.

Vous avez bénéficié en plus de recettes nouvelles, venant masquer vos choix de dépenses de fonctionnement toujours plus dispendieux. Sans ces recettes les perspectives financières seraient catastrophiques, donc à périmètre constant la dérive se confirme.

Alors oui, je sais vous faites de votre mieux dans un monde en mouvement qui n'est pas celui des années passées, c'est pour cela que nous pensons au contraire que c'est dans ces moments-là qu'il faut faire des choix forts de gestion.

Aucune entreprise ne pourrait porter ces choix sans déposer le bilan dans les années suivantes, dans notre cas le contribuable se sent de plus en plus lésé et la pression monte... J'ai dénoncé avec force lors de la commission finance de MACS une augmentation de +22% des charges de fonctionnement entre 2023 et 2024, augmentation faite pour pouvoir organiser les services afin de dépenser une somme de 130 millions d'euros sur le mandat !!! Ils en sont à ce jour à 30% de dépenses, faisant craindre aux élus qu'ils ne puissent pas tout dépenser pour arriver à endetter l'intercommunalité jusqu'à 7 années de capacité de désendettement... au lieu des 2 années que nous avons eu jusqu'à ce jour... Qui fait cela aujourd'hui ? Qui peut se permettre de dépenser sans compter ? À part des élus déconnectés de la réalité des gens qui souffrent aujourd'hui de l'inflation... Si je voulais demain que la population vienne réclamer aux élus que nous sommes des comptes, je ne m'y prendrais pas autrement...

Pour finir, il est difficile de parler de résilience alors que nous n'avons même pas un échantillon sur nous lorsque je lis les documents... La seule phrase qui me vient : "le plus dur ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage"

Je vous souhaite un conseil riche en débat et souhaite finir en rendant hommage à Baudouin MERLET qui ce soir particulièrement manque à notre assemblée. »

**Christophe VIGNAUD :**

Alors ça aurait été mieux de l'avoir avec nous, parce qu'on aurait pu répondre.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Bien sûr.

**Christophe VIGNAUD :**

Donc on ne va pas répondre point par point parce que je ne suis pas certain que soit efficace, et en tout cas moi je trouve que c'est un peu démagogique son discours, mais il a raison de le faire et c'est bien de le faire quand il n'est pas là parce que c'est vrai qu'on aurait pu avoir un débat mais on aura le débat tout de même, ne vous inquiétez pas.

J'ai noté quelques petites choses au fil de la lecture, sur la ferme de Bielle, alors non elle n'est pas engagée mais on ne peut pas tout faire en même temps, mais on s'est engagé d'ici la fin du mandat à

le faire donc il aura un vrai projet là-dessus. Malheureusement on ne peut pas claquer des doigts comme ça, et on avait dit que la ferme de Bielle serait financée par la vente de la maison Bonhomme, nous avons récupéré la maison Bonhomme, cette année nous allons la vendre et avec le fruit de cette vente nous nous allons investir sur la ferme de Bielle.

La tribune de rugby je sais que c'est son grand « dada », il l'a encore dit hier soir devant le président du rugby, ce n'est pas très grave, je pense que mon prédécesseur, quand il a descendu les tribunes, il aurait dû la faire reconstruire, et je pense que là vous avez louper le coche lorsque vous étiez en place, mais ça c'est un autre sujet.

En ce qui concerne la place des Basques, oui on a décidé d'enlever cet aménagement, parce que vous m'avez appelé Pénélope dans un de vos recueils, Pénélope c'est quelqu'un qui refait à chaque fois le travail qu'elle a fait le lendemain... Donc oui ça a été un choix architectural, ça a été un choix de refaire quelque chose qui était dans la veine de 1930 avec les Frères Gomez et très honnêtement cette place des Basques avec ce brumisateur qui était cassé depuis 2 ans, et c'était plutôt dangereux. Avec des personnes qui urinaient et sans parler de toutes les saletés des soirées de place des landais qui s'amoncelaient dessous.

Je pense qu'il aurait été beaucoup plus intelligent de réaliser autre chose que ce type d'aménagement, en tout cas, on l'assume et je pense que le niveau urbanistique de cette endroit et Edouard le disait d'ailleurs, on est tous convaincus que ce qui a été fait est très bien.

Je vous rappelle aussi qu'on a eu un prix pour cet aménagement alors c'est un prix, ce n'est pas de l'argent c'est une distinction.

Cela étant, les différentes taxes dont parle Lionel, on n'a pas augmenté les impôts et on ne les augmentera pas, oui on a des taxes supplémentaires comme je vous l'ai dit juste avant de vous donner la parole, mais on a des budgets raisonnables et raisonnés concernant les recettes et les dépenses.

En ce qui concerne le Sporting Casino, on ne va pas revenir dessus, on vous l'a bien expliqué, je pense qu'Edouard a fait une démonstration très claire de ce que l'on souhaitait faire. Là encore, on récupère un mandat où rien n'a été fait pendant des années, il y a eu plein de choses de faites, le centre-ville très bien, la crèche très bien, l'Ehpad très bien, mais le Sporting Casino ça aurait pu être fait auparavant. Des choix ont été faits, ce sont des choix, ils peuvent être critiqués, critiquables, mais c'est ça la démocratie et il n'y a pas de problème par rapport à cela.

Quand vous dites, ou plutôt quand Lionel dit, parce que je considère que c'est Lionel qui parle, quand Lionel dit qu'on avait de l'argent, oui on est arrivés il y avait beaucoup d'argent, mais on oublie de dire qu'il y a eu beaucoup de ventes, l'hôtel de la forêt notamment, beaucoup de choses ont été vendues et qui ont rapporté beaucoup d'argent à la commune et donc pour moi on a vendu un peu les bijoux de famille.

Souvenez-vous aussi, vous vous êtes endetté à hauteur d'1 M€ sur des terrains qui aujourd'hui sont les pieds dans l'eau, ça aussi ça nous plombe nos résultats.

#### **Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Oui mais je rappelle que la vente de ces terrains devait normalement permettre de créer un écoquartier, je vous le rappelle et ça nous ne l'avons pas maîtrisé effectivement puisqu'ensuite les terrains sont devenus inconstructibles.



Non, mais je veux dire que ça vous le dites chaque fois mais moi aussi je suis obligée de vous répondre pareil à chaque fois.

**Christophe VIGNAUD :**

Oui mais Cathy avant d'engager 1 M€ de travaux sur des terrains sur lesquels il est impossible de construire, je pense qu'il aurait dû faire des études, je suis désolé.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Elles ont été faites.

**Christophe VIGNAUD :**

Mais non, la preuve que non puisqu'on a 1 M€ de charges sur des terrains où on a les pieds dans l'eau, on est en train de faire une étude pour réaliser un écoquartier, on fait une étude, une vraie étude. On ne va pas acheter des terrains ou sensibiliser un projet sur des choses qui ne sont pas réalisables, je suis désolé.

Alors c'est l'héritage républicain, alors même s'il y avait de l'argent, cela a quand même plombé le budget d'1 M€, je suis vraiment désolé de vous dire ça, mais sur ce sujet-là on aurait pu peut-être mieux faire.

Ensuite, concernant les effectifs, le service urbanisme et autres on le sait déjà tout ça mais c'est une volonté de faire ainsi, et c'est une volonté de rendre un service public digne de ce nom aux administrés.

On aurait pu faire peut-être moins, peut-être plus, en tout cas on essaie de maîtriser les choses, quand Lionel parle de ça, il parle de grandes collectivités dans lesquelles il est certainement plus simple de faire permuter un agent d'un service à un autre. N'oublions pas que nous sommes une petite commune de 3600 habitants, on sera peut-être un peu plus puisqu'on est en train de faire le recensement, ce qui aura peut-être une incidence d'ailleurs par rapport au versement de l'Etat, mais ici ce n'est pas faisable d'interférer et bouger les agents comme ça.

Je remarquerais encore une autre chose quand il a parlé de ses interventions à MACS, j'ai reçu le compte-rendu en question où Lionel intervient à plusieurs reprises, et alors il s'insurge sur le 0-11 à 22% cependant il ne dit rien quand sur le 0-12, c'est à dire sur les charges fixes on y applique 10% à MACS, 42 emplois, on n'a pas recruté 42 personnes, et on ne le fera pas. Alors certes MACS peut faire sa dérive, il les attaque c'est très bien, mais nous on maîtrise.

Je voulais juste remettre les choses à plat, je pense qu'on n'est pas dans une dérive comme Lionel le laisse penser, c'est son rôle, c'est votre rôle et il n'y a pas de souci, on l'accepte.

Si tu veux rajouter quelque chose Édouard, je te laisse la parole.

**Edouard DUPOUY :**

Juste, je ne vais pas répondre point par point parce que le but de l'exercice là, c'était de faire un débat et non pas de répondre à un édito politique.

J'ai juste envie peut-être de souhaiter que pour l'année 2024 et pour les années futures, qu'il y ait plus de débats dans notre conseil, d'une manière générale quand j'écoute ce qu'a écrit Lionel, on a l'impression d'avoir un élu qui subit les choses et un élu il doit être force de proposition et quand j'entends qu'il exprime des regrets sur la priorisation des investissements, moi j'aurais aimé connaître ces intentions et vos intentions à vous.

C'est à dire dites-nous concrètement, la place des landais il ne fallait pas le faire, pourquoi pas cette année, pourquoi une année suivante, mais soyez force de proposition. Et là, je parle à l'ensemble du Conseil, je pense qu'il faut qu'on ait beaucoup plus de débats,

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Alors là, sur la place des Landais quand même c'était aussi dans notre projet mais pas la place des Basques non.

Je pense que des propositions ont on a pu en faire, mais après c'est vous qui êtes aux manettes et c'est vous qui réalisez vos propositions. C'est dans l'ordre des choses voilà. Mais Lionel reconnaît quand même que beaucoup de choses sont faites et écoutées aussi donc et cela veut dire qu'on est d'accord, dans les commissions on essaie d'effectuer notre travail et qu'on est force de proposition, nous élus de « l'opposition », parce ce qui nous importe avant tout c'est de faire avancer la commune. On est on est tous bien d'accord là-dessus.

**Edouard DUPOUY :**

Tout à fait, on est d'accord là-dessus et je n'ai pas dit le contraire, mais je pense qu'il faut- vraiment faire et cela s'adresse à la fois à l'opposition et à la majorité d'une manière générale pour qu'on soit plus dans le dialogue, dans l'échange, dans le débat, dans les idées et d'être force de proposition, on ne peut pas continuer à avoir un conseil stérile comme ça ou après 30 minutes de présentation d'orientation budgétaire, on a juste la lecture de deux pages d'un Conseiller municipal qui n'est même pas là. Enfin je veux dire, c'est anormal et un conseil municipal qui se tient de cette façon ce n'est pas bon pour la démocratie et ce n'est pas un bon message qu'on délivre à notre commune, voilà c'est tout.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Lionel souhaitait vraiment être présent et faire ces interventions et il maîtrise ces sujets plus que nous, donc après moi je ne peux pas répondre à sa place du tout, il y a des choses que je ne maîtrise pas et je le reconnais très humblement.

**Caroline CABANAC-ESCANDE :**

J'avoues aussi que sur ce sujet c'est quand même très compliqué d'intervenir pour nous, on a quand même nos deux représentants de la commission finances qui ne sont pas là ce soir donc moi j'ai des millions de questions mais tu ne prends pas le micro sur un conseil municipal pour poser des questions alors que dans ton équipe deux personnes qui font partie de la commission finance et qui ne sont pas là ce soir.

Il faut que j'en parle avec eux avant, je suis complètement d'accord avec toi et je trouve très bien la remarque que tu fais sur le conseil municipal un peu stérile, j'en fais partie mais je suis complètement d'accord avec ça, je trouve que c'est très dommage après en commission tous, nous et la majorité on parle beaucoup, on discute beaucoup et on est très force de proposition je trouve. Mais c'est vrai, dans les commissions on a tous une vraie place.

**Patrice BIANCONE :**

Je voudrais dire qu'à propos de la commission des finances, la dernière qui a eu lieu durant laquelle Edouard nous a présenté dans le détail le budget que l'on vient de prendre connaissance, Lionel BARBERIS était là, et je n'ai pas remarqué qu'il avait autant de reproches sur le fond à ce moment-là, alors que c'était le lieu peut-être pour faire ces critiques et ces critiques n'ont pas été émises, en tout

cas je n'en ai pas le souvenir donc voilà je suis un peu surpris, et je lui dirai puisqu'il n'est pas là mais je voulais le signaler parce que tous ces détails ont été largement discutés au moment de la commission des finances.

**Christophe VIGNAUD :**

Bien merci, nous allons continuer s'il n'y a pas d'autres questions.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

### **Séance du 19 janvier 2024**

#### **Délibération n°240119-001 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2024**

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2024. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

**VU** l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

**CONSIDÉRANT** que ces orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 18 décembre 2023 et en Commission générale du 9 janvier 2024.

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

**PRÉCISE** que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **INTERCOMMUNALITE**

- 1. Modification des statuts de la Communauté de communes MACS - transfert de compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire » - réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche - Autres modifications.**

### **Christophe VIGNAUD :**

Passons au point numéro 2 qui est la modification des statuts de la communauté de communes MAC : le transfert de compétences soutien au développement des sites des établissements d'enseignement supérieur de recherche implantés sur le territoire communautaire, c'est un sujet qui a été débattu en Conseil communautaire mais aussi en Conseil des maires et fait apparaître le souhait de MACS de porter ce projet et à trouver des partenaires dans le monde de l'enseignement secondaire, afin d'être attractif au niveau du territoire et de négocier avec les universités.

Les universités de Pau et Bordeaux ont été approchées et donc il s'agit d'avoir des options diplômantes sur notre territoire.

Avoir des jeunes étudiants pour donner un nouvel élan autour de nos communes, sur le sud Landes, donc c'est à suivre et pourquoi pas ne pas postuler le cas échéant. S'ils souhaitent avoir des espaces ou des endroits sur lesquels ils pourraient implanter ces échanges.

Est-ce que vous avez des questions ?

### **Emmanuelle BESCHERON :**

Oui, je pense qu'avant de développer l'enseignement supérieur, il y aura quand même un problème de logement à régler avant, parce qu'outre la population locale qui serait ravi de pouvoir rester sur place mais ce projet va générer beaucoup trop d'étudiants qui ne pourront pas se loger.

### **Christophe VIGNAUD :**

Tu as entièrement raison, les projets qui sont à chaque fois mis sur la table, sont prévus avec des logements pour étudiants. Ce sont des styles de campus qui souhaiteraient faire.

### **Emmanuelle BESCHERON :**

Bien sûr, mais ça ne sera jamais suffisant par rapport au nombre d'étudiants.

### **Christophe VIGNAUD :**

Tout à fait, et le logement reste toujours un problème important, alors comme disait tout à l'heure Lionel dans sa lettre, « on ne fait rien », alors si, il y a des choses qui sont faites, mais qui ne sont pas suffisantes au regard des demandes. Vous le savez très bien et c'est vrai que nos jeunes partent, alors quand on parle de démographie, vous avez vu dans l'article, soi-disant nous avons perdu à peu près 200 personnes sur la commune... ce sont des gens qui sont décédés, et pour lesquels les héritiers n'ont pas pu racheter les maisons parce que les reprises sont très chères.

Je l'ai expliqué d'ailleurs dans le sud-ouest, il faut absolument trouver des moyens pour que ns jeunes restent mais le foncier étant cher, c'est relativement difficile. Mais effectivement, il va falloir trouver des solutions et rapidement.

Donc je te rejoins, s'il y a des universités ou s'il y a des parcours diplômants il faut qu'à côté de cela il y ait des logements pour que les jeunes puissent rester et faire leurs études dans de bonnes conditions.

Est-ce que vous avez d'autres questions ? Non, passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

## Séance du 19 janvier 2024

### **Délibération n°240119-002 : Approbation des modifications des statuts MACS au titre de : Transfert de la compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire » - réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche - autres modifications**

Le territoire de MACS connaît une dynamique démographique importante (+ 23 % depuis 2009), au-dessus de la moyenne des territoires nationaux. Cette dynamique se constate également sur les populations jeunes (+ 15 % depuis 2009), dans une moindre mesure. Pourtant, si le taux de scolarisation des jeunes de MACS jusqu'au baccalauréat est équivalent à la moyenne nationale, le constat est tout autre sur le taux de scolarisation post-bac : quand sur le plan national, 48 % des 18-24 ans continuent à être scolarisés après le bac, sur MACS pour cette même tranche d'âge, ce taux est de 31 %, soit 17 points de moins que la moyenne nationale.

Parmi les pistes expliquant un tel écart, il est principalement évoqué une réelle difficulté pour les jeunes locaux à quitter le territoire pour poursuivre leurs études. Ces difficultés pouvant s'expliquer par diverses raisons : économiques ou sociales, mais aussi personnelles, souvent liées à la qualité de vie du territoire.

Ce constat a déjà pu être évoqué lors des travaux de conception du projet de territoire adopté le 30 juin 2022. Les enjeux liés à l'enseignement supérieur et à la formation y sont clairement explicités à travers l'intention n°6 de faire-valoir et développer les métiers et savoir-faire locaux pour répondre aux besoins et enjeux territoriaux de demain. Concrètement, cette ambition passe par le projet de construire un territoire apprenant à travers la valorisation et le développement d'offres complémentaires ou nouvelles en formations et enseignement supérieur sur le territoire.

Dans ce contexte, MACS souhaite se doter d'une stratégie territoriale, support de la politique publique afin de :

- Connecter les attentes des jeunes du territoire et les besoins des filières économiques, pour identifier et choisir les contenus d'enseignement prioritaires à implanter,
- Articuler l'offre à développer sur MACS avec les démarches existantes sur le périmètre sud-néo-aquitain,
- Structurer une offre d'enseignement supérieur et de formation autour d'un réseau de pôles d'enseignements et d'équipements dédiés, en tenant compte des structures déjà opérationnelles (Domolandes, Acasal).

La Communauté de communes, accompagnée par la Commune de Capbreton, a ainsi initié une première expérimentation portant sur la conception d'un établissement de type campus sur le site du

Gaillou. Une mission d'étude préalable à aménagement a été confiée en ce sens à la SATEL. Cette étude a permis l'analyse capacitaire du site et son potentiel d'aménagement, ainsi que la définition des conditions d'occupation du site par MACS et par les futurs opérateurs d'enseignement, sur un foncier appartenant à la commune.

Le projet tel que proposé prévoit la qualification du site destiné à l'accueil d'un campus en zone d'activité spécialisée enseignement supérieur, formation, recherche. MACS disposerait alors d'une mise à disposition de plein droit du foncier par la Commune, dans le cadre sa compétence « aménagement des zones d'activités », sans possibilité de céder tout ou partie du foncier. Les opérateurs d'enseignement bénéficieraient ensuite, à leur tour, d'une mise à disposition de locaux ou terrains de la part de MACS par convention d'occupation ou bail (bail emphytéotique administratif, bail à construction). La commune resterait propriétaire du foncier.

Ces études ont surtout contribué à faire émerger la nécessité de définir un cadre stratégique global qui permette de piloter une véritable politique publique territoriale en matière d'enseignement supérieur, de formation et de recherche. La décision de réalisation d'équipements et établissements dédiés procèderait d'arbitrages politiques effectués à partir de préconisations stratégiques sur les choix de contenus et filières d'enseignement à prioriser pour le territoire.

En ce sens, des contacts ont déjà été établis avec une diversité d'acteurs (privés et publics) et de partenaires institutionnels (direction régionale de l'enseignement supérieur et de la recherche) pour organiser le développement des réflexions.

Ainsi, un comité de pilotage regroupant l'ensemble de ces interlocuteurs s'est constitué sous la présidence de MACS, accompagnée des communes déjà impliquées dans ce domaine (Capbreton, Saint-Geours-de-Mareme, Soustons, Vieux-Boucau). Ce comité a pour mission de guider les réflexions et travaux engagés ou à initier, en tenant compte du double enjeu stratégique (*quels contenus d'enseignement déployer ?*) et structurel (*comment concrétiser le déploiement de l'offre ? à partir de quelles infrastructures ?*).

#### **Prise de compétence et schéma directeur**

Pour accompagner et consolider les travaux menés dans le cadre de ce projet, il est proposé au conseil communautaire de délibérer en faveur de la prise de compétence (facultative) « ***Soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire*** ». Cette prise de compétence, telle que prévue par les dispositions de l'article L. 216-11 du code de l'éducation selon lequel « *Dans le cadre de leurs schémas de développement universitaire et scientifique propres et en cohérence avec les contrats pluriannuels d'établissement, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent contribuer au financement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur leur territoire, ainsi qu'aux œuvres universitaires et scolaires* », permettra de légitimer les actions que pourra porter la Communauté de communes dans le cadre de ce dossier et facilitera les démarches à entreprendre auprès des opérateurs de la sphère publique, dont les universités.

Il est également proposé de valider la réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche. Ce document cadre qui s'articulera avec les grandes orientations du projet de territoire constituera le document d'application de la politique publique de MACS en matière d'enseignement supérieur et de formations.

Pour sa conception, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sera sollicitée auprès de bureaux d'études experts et référencés par le réseau de partenaires qui accompagnent MACS. L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de cette mission est estimée à 60 000 € TTC.

#### **Poursuite des démarches de préparation à la conception d'un réseau de campus territorial**

Dans la continuité des études initiées sur un premier site identifié sur Capbreton, il est proposé de poursuivre les procédures qui permettront d'aboutir à la réalisation d'un premier équipement sur le territoire. Cela comprend l'ensemble des démarches encadrant la mise à disposition foncière de la commune vers MACS ainsi que les études environnementales et réglementaires préalables à tous projets d'aménagement. L'enveloppe budgétaire pour la réalisation de ces différentes études est évaluée à 120 000 € HT.

### **Autres modifications statutaires**

- **En matière culturelle**

Par ailleurs, à la faveur du transfert de compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et recherche, il est proposé d'apporter une modification des statuts en matière culturelle, à travers la **suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 des statuts de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale »** devenue obsolète.

En effet, en 2002, MACS avait décidé de s'investir dans le champ culturel pour répondre à trois objectifs :

- Permettre aux familles de faire bénéficier leurs enfants d'un apprentissage musique et/ou danse avec le Conservatoire des Landes,
- Accompagner la structuration d'un réseau de médiathèques en soutien aux communes,
- Accompagner la commune de Saubrigues dans son projet de développement d'une salle de spectacles « La Mamisèle ».

S'agissant du dernier objectif, le territoire n'était pas doté, lors de la création de la Communauté de communes au 1er janvier 2002, d'autant d'équipements culturels qu'aujourd'hui et il existait une réelle opportunité de développement d'une scène de spectacles. Le label « Scène départementale » permettait à la commune de Saubrigues de prétendre à une dotation en investissement technique non négligeable à l'ouverture et à une subvention de fonctionnement permettant le développement d'une petite saison culturelle.

En 2018, le label « Scène départementale » a été supprimé par le départemental des Landes dans le cadre d'une refonte du règlement d'aide à la diffusion du spectacle vivant.

Aujourd'hui, la suppression de ce label n'impacte pas le projet de saison culturelle développé par l'association Scène aux Champs au sein de la salle « La Mamisèle ». MACS octroie une subvention de fonctionnement basée sur une convention d'objectifs établie pour 3 ans et travaille en étroite relation avec l'association sur des projets de coréalisation tout au long de l'année (en lien avec la compétence inscrite à l'article 8.2.1 des statuts en matière de « soutien aux événements, manifestations et activités culturelles »).

- **Mise à jour de la rédaction de la compétence obligatoire « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil »**

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000, dite loi Besson, a fixé les grandes orientations et obligations relatives à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Dans ce cadre, les

EPCI à fiscalité propre ont une compétence obligatoire en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Cette compétence obligatoire des EPCI à fiscalité propre a depuis été étendue aux terrains familiaux locatifs par la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, dont les objectifs



consistaient à encourager la citoyenneté et l'émancipation des jeunes, à favoriser la mixité sociale et l'égalité des chances dans l'habitat et renforcer l'égalité réelle :

*« Article 148 : Le d du 3° du I de l'article L. 3641-1, le 4° du I de l'article L. 5214-16, le 7° du I de l'article L. 5215-20, le 13° du I de l'article L. 5215-20-1, le 6° du I de l'article L. 5216-5, le d du 3° du I de l'article L. 5217-2 et le d du 2° du II de l'article L. 5219-1 du code général des collectivités territoriales sont complétés par les mots : « et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ».*

Il est dans ces circonstances proposé de mettre en conformité la rédaction statutaire de la compétence obligatoire de MACS en matière d'accueil des gens du voyage avec les dernières dispositions législatives (article 6.4 des statuts de MACS).

**VU** la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

**VU** le code de l'éducation, notamment ses articles L. 211-7, L. 214-2 et L. 216-11 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 4252-1 à L. 4252-3, L. 5214-16, L. 5211-17 et L. 5211-20 ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2023/ n° 12 en date du 13 février 2023 portant modifications des statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud ;

**VU** les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2022 portant approbation du projet de territoire de la Communauté de communes ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2022 portant approbation du protocole d'accord avec la commune de Capbreton et la Société d'aménagement des territoires et d'équipement des Landes (SATEL) relatif à la réalisation d'une étude préalable de faisabilité pour l'implantation d'un campus Sud-Landes ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 30 novembre 2023 portant approbation de la modification des statuts de MACS relative au transfert de compétence « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire », à la réalisation d'un schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche et à l'approbation d'autres modifications ;

**VU** les avis des membres du comité de pilotage Enseignement Supérieur réuni le 4 octobre 2023 sous l'autorité du Président de MACS ;

**VU** le projet de statuts modifiés, tel qu'annexé à la présente ;

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de communes exerce les compétences obligatoires en matière d'actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du code général des collectivités territoriales et de création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité économique ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux menés dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet de territoire ont permis d'identifier l'enjeu de la formation « post-bac » comme un enjeu prioritaire avec pour ambition de construire un territoire apprenant par la valorisation et le développement d'offres complémentaires ou nouvelles en formations et en enseignement supérieur ;

**CONSIDÉRANT** qu'une étude préalable confiée à la SATEL, avec le soutien de la commune de Capbreton, a permis l'analyse capacitaire d'un premier site destiné à l'accueil d'un campus en zone d'activité spécialisée enseignement supérieur, formation, recherche et son potentiel d'aménagement, ainsi que la définition des conditions d'occupation du site par MACS et par les futurs opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche ;

**CONSIDÉRANT** que la consolidation des premiers travaux en vue de l'aménagement, par la Communauté de communes, d'un campus sur le site du Gaillou Capbreton nécessite un transfert de compétence facultative supplémentaire, en complémentarité des compétences obligatoires déjà exercées en matière d'actions de développement économique et de zone d'activité économique ;

**CONSIDÉRANT** la possibilité donnée, par les dispositions de l'article L. 216-11 du code de l'éducation, aux collectivités territoriales et à leurs groupements de contribuer au financement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur leur territoire, ainsi qu'aux œuvres universitaires et scolaires ;

**CONSIDÉRANT** que la présente proposition de modification des statuts de MACS relative au transfert d'une nouvelle compétence facultative constitue une opportunité de procéder à la suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 des statuts de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale » devenue obsolète ;

***Après en avoir délibéré,***

***Avec 20 voix pour***

***4 abstentions*** (Caroline CHABRES-DUC, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE, Lionel BARBERIS)

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** le transfert de la compétence facultative supplémentaire en matière de « soutien au développement des sites et établissements d'enseignement supérieur et établissements de recherche implantés sur le territoire communautaire », et la modification consécutive des statuts, telle qu'annexée à la présente,

**PREND** acte de la réalisation du schéma directeur de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche par une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) auprès d'un bureau d'étude référencé,

**PREND** acte de la poursuite des études préalables à l'aménagement du site du Gaillou sur la Commune de Capbreton,

**APPROUVE** la modification des statuts de MACS portant sur la mise en conformité de la rédaction de l'article 6.4 des statuts complétés comme suit :

**« 6.4) Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage »,**

**APPROUVE** la modification des statuts de MACS portant sur la suppression de la compétence inscrite à l'article 8.2.3 en matière de soutien aux équipements bénéficiant de la labellisation « scène départementale » devenue obsolète, tel qu'annexé à la présente,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à notifier la présente à Monsieur le président de MACS et à Madame la préfète des Landes,

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**3. Signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs et travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets au carrefour de l'avenue Marcel Prévost et avenue Jean Duboscq.**

**Christophe VIGNAUD :**

Point suivant, point numéro 3, c'est la signature d'une convention tripartite pour la mise à disposition de containers et des travaux d'embellissement sur le carrefour de l'avenue Marcel Prévost et Jean Duboscq.

C'est dans un souci d'efficacité du traitement de nos déchets, nous avons souhaité étendre la zone de récupération des ordures ménagères dans certains quartiers. Il y a des nouvelles règles en la matière et je vous demande de m'autoriser à déployer ce dispositif, qui pour votre information ne coûte rien à la commune. Donc ce soir, je vous invite juste à m'autoriser donc à signer cette convention entre le Sitcom, la communauté de communes et nous.

Est-ce qu'il y a des questions ? Non, passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-003 : signature d'une convention pour la mise à disposition de conteneurs et l'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets au carrefour des avenues Marcel Prévost et Jean Dubosq**

La commune a souhaité faire aménager au carrefour de l'avenue Marcel Prévost et avenue Jean Dubosq les espaces nécessaires à l'implantation d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterrés et de trois conteneurs de tri sélectif semi-enterrés, entraînant des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets.

Dans le cadre de ses compétences pour le compte des EPCI membres, le SITCOM Côte Sud des Landes assure la mise à disposition de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens.

Les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur la commune de Soorts-Hossegor ne relèvent pas de la compétence communautaire et sont financés et réalisés par la commune.

Au titre de sa compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », transférée au SITCOM, et conformément à l'article 3 des statuts de ce dernier, aucun complément de contribution ne sera appelé car la mise à disposition des deux conteneurs d'ordures ménagères semi-enterrés est financée par le SITCOM.

**VU** la décision du bureau communautaire en date du 15 décembre 2021 relative à l'approbation de la mise à disposition de conteneurs et de travaux d'embellissement,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec le SITCOM et la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **MARCHES PUBLICS**

#### **3. Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique.**

##### **Christophe VIGNAUD :**

Continuons sur les marchés publics, il s'agit d'une convention constitutive d'un groupement de commandes avec MACS en vue de la passation d'un marché public ou d'accord cadres pour des prestations de services et des travaux en faveur de la transition énergétique.

MACS, les établissements publics et les communes situées sur son territoire souhaitent procéder à ces achats groupés de prestations de services de travaux en faveur de la transition énergétique, c'est une volonté affirmée de l'EPCI et c'est aussi important puisqu'il faut qu'on arrive à trouver des moyens pour la transition énergétique. Afin qu'on puisse faire des économies sur nos budgets, tout cela va permettre d'avoir des meilleurs prix et d'optimiser les travaux et nos besoins.

Nous savons que c'est relativement difficile sur notre commune quand nous voulons sur nos établissements publics mettre des panneaux photovoltaïques, vous savez que nous sommes en SPR, nous avons des règles d'urbanisme qui sont drastiques, mais on a quand même un peu avancé en collaboration avec l'économe de flux de MACS qui est venu faire une étude sur la commune et qui a pu trouver des optimisations possibles, je dis bien possible, parce que c'est vraiment en cours, avec des ressources propres, sur des espaces qui pourraient avoir un potentiel, c'est le centre technique municipal, le Pignada et à l'Ehpad, il y a déjà des panneaux photovoltaïques mais ils ne fonctionnent plus. Donc nous allons voir ce qu'il est possible de faire, nous travaillons sur la proposition de l'économe de flux.

Aujourd'hui, il s'agit d'intégrer ce groupement de commande pour bénéficier de tout cela.

Est-ce vous êtes d'accord sur le principe ? y a des questions ? Non, passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-004 : Convention constitutive d'un groupement de commandes avec la Communauté de communes MACS en vue de la passation de marchés publics ou d'accords-cadres pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29 ;

**VU** le code de la Commande publique ;

**CONSIDÉRANT** que la Commune de Soorts Hossegor et les membres du groupement souhaitent procéder à l'achat de prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique ;

**CONSIDÉRANT** la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement pour la passation des marchés publics ou accords-cadres.

**CONSIDÉRANT** que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

➤ **Phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins :**

- Constituer les dossiers de consultations des entreprises : la définition des prestations, la rédaction des documents techniques étant assurés par le comité technique de la consultation,
- Définir la procédure avec le comité technique de la consultation,
- Rédiger les documents administratifs contractuels,

➤ **Phase de passation des marchés et accords-cadres :**

- Procéder aux formalités de publicité et de remise des offres adéquates,
- Centraliser les questions posées par les candidats et centraliser les réponses,
- Réceptionner les candidatures et les offres,
- Procéder à l'analyse de la recevabilité des offres pour les volets administratifs,
- Convoquer et organiser la Commission d'Appel d'Offres (CAO) si besoin et rédiger les procès-verbaux si la procédure l'impose,
- Aviser les candidats non retenus du rejet de leur offre,
- Informer le titulaire du marché qu'il a été retenu,
- Rédiger et envoyer l'avis d'intention de conclure, le cas échéant, et l'avis d'attribution,
- Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant de signer leur marché ou accord cadre.

**CONSIDÉRANT** que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- Déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur
- S'engager dans une participation active à la définition de ses propres besoins
- Signer et notifier, en leur nom propre, les marchés ou accords-cadres susvisés ;
- Rédiger et transmettre les pièces, décisions ou délibérations relatives à ces marchés ou accords-cadres au contrôle de légalité

- S'assurer de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative
- S'engager à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre

**CONSIDÉRANT** la mise en place d'un comité technique de coordination et de suivi qui sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

**CONSIDÉRANT** que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

**CONSIDÉRANT** que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes, chargée de l'attribution des marchés publics ou accords-cadres, est désignée selon les règles énoncées par L.1414-3.-I du Code Général des Collectivités territoriales, et composée comme suit :

- Un représentant titulaire et son suppléant élus parmi les membres ayant voix délibérative de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement.
- La commission d'appel d'offres est présidée par le Président de MACS, coordonnateur, ou son représentant

*Après en avoir délibéré,  
Le Conseil Municipal,*

**APPROUVE** le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour des prestations de service et de travaux en faveur de la transition énergétique entre la commune de Soorts-Hossegor et les membres du groupement de commande.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ces procédures de marchés publics ou accords-cadres, la convention et tous les actes s'y référant.

**DÉSIGNE :**

- Monsieur Alain CLAVERIE comme membre titulaire de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes ;
- Monsieur André JAKUBIEC comme membre suppléant de la commission d'appel d'offres du groupement de commandes.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **TRAVAUX**

3. **Signature d'une convention de servitude avec Enedis pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune**

**Christophe VIGNAUD :**

Passons aux travaux, et je vais laisser la place à la parole à Alain (CLAVERIE) qui va nous parler de la signature d'une convention de servitude avec Enedis sur une parcelle appartenant à la commune.

**Alain CLAVERIE :**

A la suite de l'installation de panneaux photovoltaïques sur une propriété privée, route d'Angresse à la sortie de Soorts, Enedis nous demande d'intervenir sur le domaine public, cela concerne un passage public qui est sur la route d'Angresse, je ne sais pas si vous avez vu le plan mais il s'agit donc de passer un câble sur le domaine public.

Il faut donc autoriser Monsieur le Maire à signer une convention avec Enedis pour passer ces câbles.

**Christophe VIGNAUD :**

Avez-vous des questions ? Non, et on va passer au vote passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**



**Délibération n° 240119-005 : signature d'une convention de servitude avec ENEDIS pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune**

Monsieur le Maire informe qu'ENEDIS doit effectuer des travaux pour la mise en place d'une ligne électrique souterraine située sur la parcelle cadastrée AT 120 appartenant à la commune.

Cette ligne électrique va permettre le renforcement du réseau souterrain existant, suite à l'installation de panneaux photovoltaïques sur une propriété privée (parcelle AS 164- autorisations d'urbanisme n°s DP04030422D0290 et DP04030422D0291).

Pour permettre à ENEDIS d'intervenir sur le domaine public, il convient de signer cette convention de servitude.

La commune conserve la propriété et la jouissance mais accepte la présence des ouvrages de l'installation des câbles souterrains d'ENEDIS.

**VU** le Code de l'énergie et, notamment, ses articles L. 232-1 et L. 323-2, le Code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L. 2241-1 et L. 2122-21, R. 2333-105 et R. 2333-1 05-1,

**VU** le Code général de la propriété des personnes publiques et, notamment, son article L. 2122-4,

**VU** les autorisations d'urbanisme,

**CONSIDERANT** la nécessité de constituer au profit de la société ENEDIS d'une servitude de ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée section AT 120,

**CONSIDERANT** que cette servitude est accordée et conclue pour la durée des ouvrages ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués.

**CONSIDERANT** le projet de convention de servitude en pièce jointe,

*Après en avoir délibéré,*

*A l'unanimité*

*Le Conseil Municipal,*

**DÉCIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec ENEDIS.

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer cette convention ainsi que tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**AFFAIRES GÉNÉRALES**

6. Désignation de 5 élus pour siéger au conseil d'administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor.

**Christophe VIGNAUD :**

Passons aux affaires générales, avec la désignation de 5 élus pour siéger au Conseil d'administration de l'association de l'office du tourisme, lors du dernier conseil nous avons voté les subventions et validé la convention d'objectifs et de moyens, suivant les accords que nous avons mis en place avec l'office, et nous devons désigner 5 élus qui auront voix au Conseil d'administration.

Aussi, je vous propose, si vous en êtes d'accord de reconduire les 3 élus qui étaient déjà en place, c'est-à-dire Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE et Véronique CAZAVANT, et de rajouter Patrice BIANCONE et Quentin BENCHETRIT qui se sont proposés pour venir compléter l'effectif de ces 5 élus.

Je pense que c'est un bon choix, Baudouin avait aussi émis l'envie d'intégrer ce conseil d'administration, notre regretté Baudouin, de ce fait Quentin s'est proposé.

Est-ce que vous êtes d'accord sur ce choix ? et cette fois ci tout le monde peut voter, on va passer au vote passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

## **Délibération n° 240119-006 : désignation des représentants de la Commune pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'association Office de tourisme d'Hossegor**

L'année 2023 a été marquée par un travail important et collaboratif avec l'association qui porte l'Office de Tourisme communal pour :

- Rationnaliser le fonctionnement de la structure ;
- Convenir de façon partagée les missions de la Commune et de l'association ;
- Revoir la gouvernance de l'association pour asseoir une représentation cohérente de la Commune au sein du Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme (5 élus municipaux sur les 17 postes d'administrateurs).

Ce travail s'est conclu par une convention d'objectifs et de moyens pour 2024 adoptée lors du conseil municipal du 8 décembre 2023.

L'objet de la présente délibération est de désigner nommément les 5 élus qui représenteront, avec droit de vote, la Commune au sein du Conseil d'Administration de l'association Office de Tourisme.

Monsieur le Maire propose les 5 représentants suivants pour siéger au sein du Conseil d'Administration de l'association de l'Office de Tourisme d'Hossegor :

- Mesdames Véronique CAZAVANT, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE ;
- Messieurs Quentin BENCHETRIT, Patrice BIANCONE.

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-33 ;

**VU** les statuts de l'association portant l'Office de Tourisme d'Hossegor ;

**VU** la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2024 entre la Commune et l'association Office de tourisme d'Hossegor approuvée en conseil municipal le 8 décembre 2023 ;

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**DESIGNE** les cinq représentants suivants pour siéger au sein du conseil d'administration de l'association de l'Office de tourisme d'Hossegor :

- Mesdames Véronique CAZAVANT, Emmanuelle BESCHERON, Caroline CABANAC-ESCANDE
- Messieurs Quentin BENCHETRIT, Patrice BIANCONE

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **7. Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac d'Hossegor**

**Christophe VIGNAUD :**

Passons au point suivant, le pont N°7, il s'agit de l'approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac d'Hossegor, dans la note de synthèse il est bien expliqué le pourquoi de cette délibération, en effet l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2021, a acté le

transfert de la compétence de l'exploitation du port de plaisance de Capbreton, Hossegor et Seignosse à la communauté de communes.

Le service de la police de l'eau et des milieux aquatiques des Landes a été missionné par Madame la préfète pour délimiter le domaine public portuaire en déclenchant par la suite la procédure de transfert et de plein de propriété de l'Etat vers l'EPCI concerné.

Il s'agit d'une étape de procédure obligatoire, on doit acter cette délimitation de l'existant, c'est ce que l'on constate sur le terrain, il n'y a pas eu de modification, c'est juste une transcription de l'état actuel qui va passer dans les mains de l'EPCI.

Est-ce que vous avez des questions ? Non, et on va passer au vote passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-007 : Approbation du périmètre délimitant le domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac marin de Soorts-Hossegor**

Monsieur le Maire rappelle que l'arrêté préfectoral en date du 17 décembre 2021 a acté le transfert de la compétence de l'exploitation du port de plaisance Capbreton-Hossegor-Seignosse à la Communauté de communes MACS.

Dans le cadre des échanges relatifs à la procédure de finalisation de ce transfert compétence tout au long de l'année 2021, il avait été acté avec la Préfecture le principe du transfert en pleine propriété de l'Etat à la Commune des dépendances du domaine public du port de plaisance qui comprend géographiquement le bassin portuaire et le chenal du Boucarot (passe) jusqu'aux feux de balisage maritime situés sur le territoire de la commune de Capbreton, ainsi que le canal et lac marin d'Hossegor situés sur le territoire des communes d'Hossegor et de Seignosse.

Le Service de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Landes a été missionné par Madame la Préfète pour délimiter le domaine public portuaire afin d'enclencher par la suite la procédure de transfert de pleine propriété de l'Etat aux Communes concernées.

Ainsi que la procédure le prévoit, l'assemblée est invitée à se prononcer sur la délimitation du périmètre portuaire établie par la DDTM (cf. pièces jointes).

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2111-4 et L. 2111-5 et R. 2111-4 à R. 2111-14 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 123-19 et R. 123-46-1 ; **VU** la loi n° 2020-1525 du 07 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

**VU** le décret n° 202141000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement et notamment son article 8 ;

**VU** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes ;

**VU** le décret du 21 juin 2023 portant nomination de Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 22 novembre 1982 délimitant le domaine public maritime autour du lac d'Hossegor ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1983 de délimitation de domaine portuaire du port de plaisance de Capbreton, modifié le 21 janvier 1991 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2023-346-DC2PAT du 24 juillet 2023 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

**VU** la consultation préalable de la commune de Capbreton ;

**VU** la consultation préalable de la commune de Seignosse ;

**VU** la consultation préalable de la commune de Soorts-Hossegor ;

**CONSIDERANT** que la délimitation du domaine portuaire proposée à la participation électronique du public est le résultat d'une constatation terrain actualisant l'ancienne délimitation ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer des Landes ;

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité***

***Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** les limites du domaine portuaire comprenant le port de Capbreton et le lac marin de Soorts-Hossegor telles que fixées sur les plans annexés à la présente.

**AUTORISE** le Maire ou son représentant à déposer tout dossier en ce sens et signer tout document s'y rapportant.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3. Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)** **Christophe VIGNAUD :**

Ensuite, je vais passer la parole à Mathilde VINTROU, qui va nous parler des RAPO.

#### **Mathilde VINTROU :**

En effet, cela concerne les amendes, comme vous le savez, je le répète chaque année, depuis 2018, tout contrevenant qui ne règle pas son stationnement payant doit s'acquitter du paiement du forfait

post stationnement FPS, les usagers qui souhaitent contester le bien-fondé du FPS, c'est-à-dire l'amende doit formuler auprès de la commune un recours administratif préalable obligatoire RAPO, un rapport annuel de ces recours doit être présenté à l'assemblée délibérante avec le taux d'évolution par rapport à l'année précédente.

Donc on a une bonne nouvelle cette année, on est en recul le nombre de FPS émis pour l'année 2023 est de 233 contre 302 en 2022, donc une diminution de 22%.

Je vais vous donner quelques précisions sur ces recours, ce sont très souvent des erreurs de saisie de plaques d'immatriculation lorsqu'on rentre la plaque sur la machine, la non-apposition des cartes d'invalidité ou des problèmes de dysfonctionnement des horodateurs.

**Christophe VIGNAUD :**

Avez-vous des questions ? Non, et on va passer au vote passons au vote, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

## Séance du 19 janvier 2024

### **Délibération n°240119-008 : Rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO)**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tout contrevenant qui ne règle pas le stationnement payant doit s'acquitter du paiement d'un Forfait Post Stationnement (FPS), conformément à la Loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles concernant la dépenalisation du stationnement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les automobilistes pourront contester l'avis de paiement du FPS. Pour cela, ils devront introduire un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans un délai maximum d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS auprès de notre collectivité.

Ce RAPO agit comme un premier filtre permettant de limiter les dépôts de recours non fondés devant la juridiction chargée de traiter les contentieux liés au stationnement payant, dénommée Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP).

L'examen du RAPO est effectué par l'autorité dont dépend l'agent qui a établi l'avis de paiement, ou être confié à un tiers contractant. Dans ce dernier cas, l'autorité dont relève l'agent ayant établi le FPS reste juridiquement responsable et signataire des décisions prises après analyse des RAPO.

Les automobilistes pourront présenter un recours devant la CCSP dans un délai d'un mois suite au rejet du RAPO ou contre le titre exécutoire.

Si la requête est jugée recevable, elle est communiquée à notre collectivité qui dispose d'un mois pour produire ses observations.

L'autorité en charge de l'examen des RAPO doit établir chaque année un rapport d'exploitation annuel et présenté à l'assemblée délibérante ayant instituée la redevance avant le 31 décembre de l'année suivante. Ce rapport contient un tableau détaillé du suivi statistique des contestations et précise les motifs de recours et les suites à donner.

Un rapport annuel des recours administratifs préalables obligatoires doit être présenté à l'assemblée délibérante.

Les usagers souhaitant contester le bien-fondé du Forfait Post Stationnement (FPS) doivent formuler, auprès de la commune un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO)..

Pour la commune, le nombre total des FPS émis pour l'année 2023 est de 233.



Les demandes de RAPO concernent principalement :

- Des erreurs de saisie de plaque d'immatriculation faites par les utilisateurs ;
- La non-apposition des cartes d'invalidité GIC/GIC ;
- Le dysfonctionnement des horodateurs.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, les articles L. 2333-87 et R. 2333-120-15,

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

**VU** le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°231208-016 du Conseil municipal du 8 décembre 2023 portant fixation des tarifs du Forfait de Post-Stationnement (FPS),

**VU** le rapport annuel 2023 des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) ci-annexé,

**CONSIDÉRANT** que depuis 2018 et la mise en place de la dépenalisation du stationnement payant, la gestion du stationnement sur voirie mais également la gestion des contestations est dorénavant une compétence revenant à la Commune dont relève l'agent assermenté ayant établi l'avis de paiement du Forfait Post-Stationnement (FPS),

**CONSIDÉRANT** que la contestation prend la forme d'un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) effectué dans un délai d'un mois suivant la date de notification de l'avis de paiement du FPS,

**CONSIDÉRANT** que l'autorité qui a en charge l'examen des RAPO doit établir un rapport annuel,

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**PREND ACTE** du présent rapport annuel des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO).

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3. Sollicitations de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.**

#### **Christophe VIGNAUD :**

Point suivant, point n°9, c'est la sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste de secours à la plage centrale, on a d'ailleurs dans le DOB de cet investissement, et par délibération en date du 22 septembre 2023, vous m'aviez autorisé à déposer un permis de construire pour l'extension du poste de secours à la plage centrale, on en a encore parlé ce matin en commission urbanisme.

Pour rappel, cette extension doit notamment permettre de mettre à l'abri tous les matériels roulants et plus largement améliorer le fonctionnement des postes de secours pour les MNS.

L'objet de la présente délibération, c'est de solliciter les subventions auprès des partenaires publics et des privés donc de réduire la dépense de notre investissement sur ce sujet, même si je pense que vous en êtes d'accord, avez-vous des questions ?

#### **Edouard DUPOUY :**

Juste je profite de ce sujet pour savoir si a une vision un peu plus claire du calendrier là-dessus, au niveau des travaux ?

#### **Christophe VIGNAUD :**

Nous avons parlé du permis ce matin, donc il va être instruit et donc le temps de l'instruire ensuite il faut laisser le temps des recours, donc oui ça va être certainement pour septembre-octobre.

Voilà, bien on va passer au vote. Est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on aille chercher des subventions ? Très bien.

## Séance du 19 janvier 2024

### Délibération n°240119-009 : Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux d'extension du poste secours à la plage centrale.

Monsieur le Maire rappelle que les maîtres-nageurs sauveteurs sont confrontés à un problème d'espace pour sécuriser à l'intérieur du bâtiment existant l'ensemble du matériel nécessaire à leurs missions.

Il est proposé d'agrandir le garage attenant au poste de secours jusqu'à la passerelle en bois (environ 45 m²).

Les grands principes de ce projet ont été présentés et validés en Commission Générale du 12 septembre 2023.

**VU** les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

**VU** la délibération du 22 septembre 2023 relative à la demande de permis de construire relative à ce projet ;

**CONSIDERANT** la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux pour l'extension du garage attenant au poste de secours à la plage centrale ;

**CONSIDERANT** la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

*Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,*

**S'ENGAGE** à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés pour l'extension du poste de secours à la plage centrale, auprès :

- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par

dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

### **3. Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes équipements publics au cimetière.**

#### **Christophe VIGNAUD :**

Autre point qui est aussi une sollicitation de subvention dans le cadre des travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite au cimetière donc je laisse la parole à Véronique CAZAVANT.

#### **Véronique CAZAVANT :**

Monsieur le Maire rappelle que la commune a engagé une démarche de service public de proximité avec la création d'un bureau au cimetière ou fonctionne un binôme d'agents municipaux qui sont chargés de l'entretien et de la gestion réglementaire du cimetière.

Cette équipe a relevé le besoin d'améliorer l'accessibilité du cimetière aux personnes à mobilité réduite. Considérant les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ainsi que la volonté du Conseil municipal d'engager des travaux de mise en conformité des accès pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.

Considérant aussi la nécessité pour la commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet, le Conseil municipal s'engage à communiquer au financeur le montant réel de l'opération et autorise Monsieur le maire à solliciter des subventions aussi élevées que possibles sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements public au cimetière.

#### **Christophe VIGNAUD :**

Merci, on veut donc améliorer l'accès au cimetière et c'est important de le faire.

#### **Véronique CAZAVANT :**

Oui, on a besoin de refaire les allées surtout de nos 3 premiers cimetières. C'est accidentogène.

Nous sommes dans la phase d'étude pour le moment, et ensuite nous allons d'abord faire un test sur une petite partie et pour voir si ce qui est choisi, et correct ou pas. Et après on fera en grandeur nature.

Avez-vous des questions ? Etes-vous d'accord pour aller chercher des subventions ? Très bien.

### Séance du 19 janvier 2024

**Délibération n°240119-010 : Sollicitation de subventions dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a engagé une démarche de service public de proximité avec la création d'un bureau au cimetière où fonctionne un binôme d'agents municipaux chargé de l'entretien et de la gestion règlementaire du cimetière. Cette équipe a relevé le besoin d'améliorer l'accessibilité du cimetière aux personnes à mobilité réduite.

**CONSIDERANT** les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

**CONSIDERANT** la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux de mise en conformité des accès pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière.

**CONSIDERANT** la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**S'ENGAGE** à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la mise aux normes des équipements publics au cimetière, auprès :

- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

#### **4. Mise à jour des commissions municipales et de leur composition.**

##### **Christophe VIGNAUD :**

Point n°11, c'est la mise à jour des commissions municipales et leur composition. À la suite de la commission générale et aux remarques de Cathy que nous avons pris en compte, on a remis à jour toutes les commissions, donc il y avait le départ de David MINVIELLE que nous n'avions pas remplacé, le décès de Baudouin. Nous avons essayé d'être plus rationnels.

Vous avez eu d'ailleurs le projet de délibération qui vous donne tous les détails, donc il est juste nécessaire de mettre à jour les commissions existantes, et on va créer une commission ad hoc qui aura pour rôle de travailler sur la gestion de l'événementiel, et dans le cadre d'un comité de pilotage et comme indiqué cette commission englobera les commissions déjà en place, donc celle des événements sportifs et animations qui sera désormais donc renommée dans ce sens.

La première réunion de cette commission aura lieu le 25 janvier à 9h, je vous propose d'intégrer les élus suivants dans la commission événementiel.

Membres : Caroline CHABRES-DUC, Mathilde VINTROU, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Emmanuelle BESCHERON, Céline LUNARDELLI, Caroline CABANAC-ESCANDE.

C'est la commission globale événementiel.

Nous avons gardé deux sous-commissions avec :

- Sous-commission Evènements sportive : *Vice-président* : Jean BELLOCQ  
Membres : Emmanuelle BESCHERON, Elsa BECKER, Véronique CAZAVANT
- Sous-commission animations de Noël : *Vice-présidente* : Gaétane ARICKX.  
*Membres* : Elsa BECKER, Sandrine BOMPAS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Véronique CAZAVANT, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Céline LUNARDELLI.

Est-ce que vous êtes d'accord là ou est-ce que vous avez des questions ? Non, passons au vote.

## Séance du 19 janvier 2024

### Délibération n°240119- 011 : Mise à jour des commissions municipales et de leur composition

Monsieur le Maire précise qu'à la suite du départ de deux conseillers municipaux et à la décision de créer un service communal dédié à la gestion des événements, il est nécessaire de mettre à jour la composition des commissions municipales.

Il est rappelé que ces commissions ad hoc ont un rôle consultatif ; le Maire en est le président de droit, mais peut se faire représenter par un autre élu du conseil municipal.

Ces commissions sont créées dans un souci d'ouverture politique ; chaque élu peut s'inscrire dans les commissions qu'il souhaite, sans s'attacher au strict respect de la proportionnalité des représentations politiques au sein de chacune d'elle.

Monsieur le Maire propose de mettre à jour les commissions municipales :

- Urbanisme, développement urbain
  - *Sous-commission Urbanisme*
  - *Sous-commission Logement*
- Travaux, voirie, patrimoine
- Finances
- Prévention, sécurité, gestion des plages
- Communication
- Environnement, écologie
- Culture
- Développement économique, espaces concédés
- Education, petite enfance, enfance, jeunesse, affaires sociales, EHPAD
  - *Sous-commission Education, Petite Enfance*
  - *Sous-commission Enfance, jeunesse, affaires sociales*
  - *Sous-commission Conseil municipal des jeunes*
- Evènementiel
  - *Sous-commission Evènements sportifs et animations*
  - *Sous-commission Noël*
- Associations
- Ressources humaines
- Médiation avec les commerçants, PME/TPE, artisans

- Gestion des risques sanitaires
- Cimetière
- Commission communale de sécurité relative au contrôle des établissements recevant du public
- Commission de révision des listes électorales

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-22 ;

**VU** la délibération n°200717-010 du 17 juillet 2020 relative à la composition des commissions municipales ;

**VU** la délibération n°201211-024 du 11 décembre 2020 relative à la composition des commissions éducation, enfance, jeunesse

**VU** la convocation transmise le 22 janvier 2024 aux membres de la commission événementiel

**VU** la commission événementiel réunie le 25 janvier 2024 pour désigner son/sa Vice-Président.e

**CONSIDERANT** la création d'un service dédié aux événements,

**CONSIDERANT** la nécessité de mettre à jour la composition des commissions municipales suite à des départs de membres du conseil municipal,

**CONSIDERANT** qu'en application du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut former des commissions présidées de droit par monsieur le Maire dont la composition doit respecter la représentation proportionnelle,

***Après en avoir délibéré,***

***A l'unanimité,***

***Le Conseil municipal,***

**DÉCIDE** de ne pas procéder au scrutin secret aux désignations de représentants et délégués.

**DÉCIDE** de ne pas fixer le nombre de membres dans chacune des commissions/sous-commissions.

**PROCÈDE** pour chaque commission/sous-commission, à main levée, à l'élection les membres du conseil municipal :

#### **COMMISSION URBANISME, DEVELOPPEMENT URBAIN**

##### ➤ **Sous-commission Urbanisme**

<b>Vice-présidente :</b>	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
<b>Membres :</b>	Henri ARBEILLE
	Alain CLAVERIE
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	André JAKUBIEC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

##### ➤ **Sous-commission Logement**

<b>Vice-présidente :</b>	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
<b>Membres</b>	Alain CLAVERIE
	Catherine CERIZAY-MONTAUT



**COMMISSION TRAVAUX, VOIRIE, PATRIMOINE**

<b>Vice-président :</b>	Alain CLAVERIE
<b>Membres :</b>	Véronique CAZAVANT
	Caroline CHABRES-DUC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGER
	Christian DUCAMP

**COMMISSION FINANCES**

<b>Vice-président :</b>	Edouard DUPOUY
<b>Membres :</b>	Henri ARBEILLE
	Lionel BARBERIS
	André JAKUBIEC
	Patrice BIANCONE
	Myriam LANGLOIS

**COMMISSION PREVENTION, SECURITE, GESTION DES PLAGES**

<b>Vice-présidente :</b>	Mathilde VINTROU
<b>Membres :</b>	Emmanuelle BESCHERON
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Paul GONCALVES
	Christian DUCAMP

**COMMISSION COMMUNICATION**

<b>Vice-présidente :</b>	Oriane RUVAL
<b>Membres :</b>	Quentin BENCHETRIT
	Céline LUNARDELLI

**COMMISSION ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE**

<b>Vice-président :</b>	Michel VILLEGER
<b>Membres :</b>	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Alain CLAVERIE
	André JAKUBIEC
	Christian DUCAMP

**COMMISSION CULTURE**

<b>Vice-président :</b>	Céline LUNARDELLI
<b>Membres :</b>	Gaétane ARICKX
	Patrice BIANCONE
	Sandrine BOMPAS

	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Oriane RUVAL

#### COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ESPACES CONCEDES

<b>Vice-président :</b>	André JAKUBIEC
<b>Membres :</b>	Lionel BARBERIS
	Jean BELLOCQ
	Patrice BIANCONE
	Véronique CAZAVANT
	Caroline CABANAC-ESCANDE

#### COMMISSION EDUCATION, PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE

<b>Vice-présidente :</b>	Caroline CHABRES DUC
<b>Membres :</b>	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Myriam LANGLOIS
	Lionel BARBERIS

#### ➤ Sous-commission Conseil Municipal des Jeunes

<b>Vice-présidente :</b>	Caroline CHABRES DUC
<b>Membres :</b>	Sandrine BOMPAS
	Emmanuelle BESCHERON
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Myriam LANGLOIS
	Christian DUCAMP

#### COMMISSION EVENEMENTIEL

<b>Vice-présidente :</b>	Céline LUNARDELLI
<b>Membres :</b>	Caroline CHABRES-DUC
	Mathilde VINTROU
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Quentin BENCHETRIT
	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Caroline CABANAC-ESCANDE

#### ➤ Sous-commission Evènements sportifs

<b>Vice-président :</b>	Jean BELLOCQ
<b>Membres :</b>	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON

	Véronique CAZAVANT
--	--------------------

➤ **Sous-commission Animations de Noël**

<b>Vice-présidente :</b>	Gaétane ARICKX
<b>Membres :</b>	Elsa BECKER
	Sandrine BOMPAS
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	Véronique CAZAVANT
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Céline LUNARDELLI

**COMMISSION ASSOCIATIONS**

<b>Vice-président :</b>	Paul GONCALVES
<b>Membres :</b>	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Céline LUNARDELLI

**COMMISSION RESSOURCES HUMAINES**

<b>Vice-président :</b>	Jean-Marc LEROY
<b>Membres :</b>	Lionel BARBERIS
	Paul GONCALVES
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**COMMISSION MEDIATION AVEC LES COMMERÇANTS, PME/TPE, ARTISANS**

<b>Vice-président :</b>	Patrice BIANCONE
<b>Membres :</b>	Gaétane ARICKX
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

**COMMISSION GESTION DES RISQUES SANITAIRES**

<b>Vice-président :</b>	Quentin BENCHETRIT
<b>Membres :</b>	Elsa BECKER
	Mathieu PARAILLOUS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Michel VILLEGER

**COMMISSION GESTION DES CIMETIERES**

<b>Vice-présidente :</b>	Myriam LANGLOIS
<b>Membre :</b>	Véronique CAZAVANT

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE RELATIVE AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

<b>Représentant titulaire :</b>	Alain CLAVERIE
<b>Suppléant :</b>	Mathilde VINTROU

**COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES :**

<b>Membres titulaires</b>	<b>Membres suppléants</b>
Sandrine BOMPAS	Quentin BENCHETRIT
Caroline CHABRES-DUC	Emmanuelle BESCHERON
Michel VILLEGER	
Christian DUCAMP	
Catherine CERIZAY-MONTAUT	

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **18. Mise à jour des membres de la commission d'appel d'offres (CAO)**

### **Christophe VIGNAUD :**

Ensuite, comme expliqué précédemment, il faut également mettre à jour de la commission d'appel d'offres, donc en fait la commission d'appel d'offres, il y a juste une remontée c'est-à-dire que vous aviez des titulaires et des suppléants. On avait un titulaire qui était Baudouin et Maëlle était suppléante, il convient donc que Maëlle devienne titulaire, je vous propose la mise à jour suivante :

#### **❖ DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Emmanuelle BESCHERON Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement  
Catherine CERIZAY-MONTAUT Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

#### **❖ DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

Est-ce que vous avez des questions ? Passons au vote.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

### **Séance du 19 janvier 2024**

#### **Délibération n°240119-012 : Mise à jour des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et particulièrement ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 1411-7 ainsi que ses articles D. 1411-3 à D. 1411-5,

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission d'appel d'offres ;

**VU** la délibération n°200901-007 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 relative à la nomination des membres de la commission de la commission d'appel d'offres (CAO)

**CONSIDERANT** la démission de Monsieur David MINVIELLE et le décès de Monsieur Baudoin MERLET,

**CONSIDERANT** que Monsieur Baudoin MERLET qui était membre titulaire doit être remplacé par le premier suppléant de la commission, Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

**CONSIDERANT** que l'élection des membres de la CAO est un scrutin de liste ; le poste de membre suppléant de Monsieur MINVIELLE sera supprimé.

Monsieur le Maire propose la composition suivante :

❖ **DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor

Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Emmanuelle BESCHERON Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement  
Catherine CERIZAY-MONTAUT Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

❖ **DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la nouvelle composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO).

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **19. Mise à jour des membres de la commission de délégation de services publics (CDSP)**

### **Christophe VIGNAUD :**

Cette délibération, pareil, il convient de mettre à jour la commission de délégation de services publics (CDSP), avec les élus suivants :

#### **❖ DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Lionel BARBERIS Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement  
Caroline CABANAC-ESCANDE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

#### **❖ DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

Donc on doit juste approuver ces modifications et faire en sorte de travailler comme c'était dans le passé. Avez-vous des questions ? Passons au vote.

On va comme nous l'a demandé Cathy, remette aussi sur le site internet toutes ces mises à jour.

### **Christian DUCAMP :**

***Intervention inaudible***

### **Christophe VIGNAUD :**

Oui, très bien, nous allons le modifier. Tu fais partie de la commission urbanisme travaux et au CLS. Très bien c'est noté, nous allons modifier en ce sens.



**Mathilde VINTROU :**

Petite remarque aussi, avec Alain pour les commissions de sécurité relatives au contrôle des ERP, le titulaire c'est Alain et là il y a marqué suppléant Mathieu mais c'est moi en réalité.

**Christophe VIGNAUD :**

Nous allons donc corriger ces petites erreurs, et il peut y avoir des modifications c'est aussi le propos.

Comme en plus nous allons changer de site internet, c'est l'occasion de tout remettre à plat.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-013 : Mise à jour des membres de la commission de délégation de service public (CDSP)**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et particulièrement ses articles L. 1411-1, L. 1411-5, L. 1411-6 et L. 1411-7 ainsi que ses articles D. 1411-3 à D. 1411-5 ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 portant fixation des conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public ;

**VU** la délibération n°200901-008 du 1<sup>er</sup> septembre 2020 relative à la nomination des membres de la commission de délégation de service public ;

**CONSIDERANT** la démission de Monsieur David MINVIELLE et le décès de Monsieur Baudouin MERLET ;

**CONSIDERANT** que Monsieur Baudouin MERLET qui était membre titulaire doit être remplacé par le premier suppléant de la commission, Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

**CONSIDERANT** que l'élection des membres de la CDSP est un scrutin de liste, le poste de membre suppléant de Monsieur MINVIELLE sera supprimé.

Monsieur le Maire propose la composition suivante :

❖ **DELEGUES TITULAIRES :**

Patrice BIANCONE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Maëlle DUBOSC-PAYSAN Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
André JAKUBIEC Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Lionel BARBERIS Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement  
Caroline CABANAC-ESCANDE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

❖ **DELEGUES SUPPLEANTS :**

Edouard DUPOUY Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Alain CLAVERIE Liste Christophe Vignaud Agir ensemble pour Soorts-Hossegor  
Henri ARBEILLE Liste Henri Arbeille Soorts-Hossegor naturellement

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**APPROUVE** la nouvelle composition de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## RESSOURCES HUMAINES

### **20. Ouverture de poste sur le grade d'ingénieur principal à compter du 1<sup>er</sup> février 2024.**

#### **Christophe VIGNAUD :**

Les derniers points, points ressources humaines, c'est l'ouverture du poste sur le grade d'ingénieur principal à compter du 1<sup>er</sup> février, suite à la mise en disponibilité de l'agent responsable du service urbanisme, on a recruté dès le mois de mars, à partir du 19 d'ailleurs, un nouvel agent qui sera en lieu et place de la personne précédente, étant donné qu'ils ne sont pas sur le même grade et qu'aucun poste vacant n'était disponible sur ce grade au tableau des effectifs, nous devons ouvrir un poste d'ingénieur principal et donc l'assemblée est invitée à m'autoriser à réaliser ces démarches.

Est-ce qu'il y a des questions sur le sujet ?

#### **Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

Simplement, nous allons nous abstenir à ce sujet, non pas parce que nous pensons qu'Éric (MAILHARRANCIN) n'a pas assez de travail et qu'il ne faut pas le suppléer, justement il a un grand investissement dans cette commission, mais plutôt par cohérence par rapport à ce qu'on avait voté sur la création de ce poste-là, du poste de responsable du service urbanisme, donc nous allons nous abstenir aussi sur cette création.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien, Patrice ?

**Patrice BIANCONE :**

Juste un mot pour préciser que ce ne sera pas une surcharge salariale, même si c'est un grade d'ingénieur, je pense qu'il est bon de le préciser.

**Christophe VIGNAUD :**

Merci, donc qui est pour ? Christian tu t'abstiens ?

**Christian DUCAMP :**

Non.

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-014 : Ouverture de poste et modification du tableau des effectifs**

La procédure de recrutement du poste de responsable des services urbanisme et pôle accueil/état civil a conduit à retenir la candidature d'un agent ayant le grade d'ingénieur principal. Aucun poste vacant n'étant disponible au tableau des effectifs au grade de l'agent recruté, il convient de créer le poste.

**CONSIDÉRANT** la volonté d'ouvrir un poste au grade d'Ingénieur principal pour le recrutement du responsable des services urbanisme et accueil/état civil ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 5 octobre 2023 ;

***Après en avoir délibéré,***

**Avec 19 voix pour**

**Et 5 abstentions** (Catherine CERIZAY-MONTAUT, Henri ARBEILLE, Caroline CABANAC-ESCANDE, Lionel BARBERIS, Emmanuelle BESCHERON)

**Le Conseil Municipal,**

**DÉCIDE** de modifier le tableau des effectifs en créant le poste suivant :

- 1 poste d'Ingénieur principal à temps complet  
Pour le recrutement du responsable des services urbanisme et accueil/état civil à compter du 1<sup>er</sup> février 2024 ;

**PRÉCISE** que la rémunération et la durée de carrière de l'agent sera celle fixée par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

**PRÉCISE** que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents sont inscrits dans le budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice 2024.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

**21. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement temporaire d'activité".**

**22. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité".**

**23. Création d'emploi temporaire "Remplacement".**

**Christophe VIGNAUD :**

On va passer aux autres délibérations RH, si vous en êtes d'accord, j'aimerais qu'on essaie de les voter ensemble. Parce que, ce sont des délibérations que nous prenons chaque année, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels soit pour un accroissement de temporaire d'activité, afin d'anticiper des besoins annuels, pour renforcer les équipes, de départs à la retraite, de mutations...

Mais aussi pour des contrats saisonniers au pôle enfance jeunesse, pour les MNS... Nous procédons aussi à l'ouverture de postes de contractuels pour accroissement saisonnier d'activité et enfin il convient de prévoir la création d'emplois non permanents, à temps complet ou non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires en raison de disponibilité ou pour convenance personnelle, d'arrêts maladies ou de congés parentaux...

Nous devons acter tout cela afin pouvoir préparer au mieux la saison et en tout cas faire face si nous avons des défections parmi nos agents en cours de saison.

Voilà, est ce qu'il y a des questions ? Non, on va passer au vote, qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Très bien, je vous remercie.

**Catherine CERIZAY-MONTAUT :**

On est obligés de voter cela chaque année même si c'est la même chose ?

**Christophe VIGNAUD :**

Oui, c'est le principe.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-015 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité »**

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les équipes à la suite de départs pour mutation ou retraite, au pôle enfance jeunesse, à la maison de la petite enfance, au service de surveillance des plages pour les MNS qui dépassent les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDERANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social : 35 Postes
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'animateur : 7 Postes

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que :

- Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,
- Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades et,

**RAPPELLE** que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

**Délibération n°240119-016 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité »**

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les effectifs pendant la saison estivale pour les services techniques, de la police municipale, du pôle enfance



jeunesse et de la surveillance des plages pour les MNS qui ne dépassent pas les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;
- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le conseil municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

**DÉCIDE** que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> échelon au 11<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1<sup>er</sup> au 13<sup>ème</sup> échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

**RAPPELLE** que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.



**VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR**

**DEPARTEMENT DES LANDES**

**Séance du 19 janvier 2024**

## **Délibération n°240119-017 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles**

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

**VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents à temps complet et non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale
- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2° classe, d'adjoints administratifs principal de 1° classe, d'ATSEM principal de 2° classe, d'ATSEM principal de 1° classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;

- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1° classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2° classe, rédacteur principal de 1° classe, de technicien principal de 1° classe, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;
- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

***Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,  
Le Conseil Municipal,***

**DÉCIDE** de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet, pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

**RAPPELLE** que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

**PRÉCISE** que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

**CHARGE** Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

**PREND ACTE** que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

## **DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

### **DECISIONS DU MAIRE**

- **Marchés publics :**

**Marché public de travaux pour le marché de travaux pour la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor**

**Décision du maire du 11 décembre 2023**

**Objet : Marché public de travaux pour le marché de travaux pour la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor**

**Le Maire de Soorts-Hossegor,**

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu l'article de l'article L 2123-1 du Code de la commande publique concernant les marchés passés selon la procédure adaptée,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de sécuriser les modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « Landespublic » le 9 octobre 2023, l'annonce a été publiée sur le site internet de la mairie et sur le BOAMP le 10 octobre 2023, Marchés Online le 11 octobre 2023 et le Moniteur le 20 octobre 2023.

Vu le marché composé de 2 lots comme suit :

**Lot 1 : VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE**

**Lot 2 : ESPACES VERTS**

Vu le registre des dépôts clos le 9 novembre 2023 à 10h00 comportant les offres des entreprises suivantes :

➤ **Lot 1 VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE**

COLAS, LAFITTE TP, SN LAUSSU ET SOUBESTRE

➤ **Lot 2 ESPACES VERTS**

BEVER, FLORIPARC, ID VERDE, LAFITTE PAYSAGE et POIT GREEN

**Considérant** que, les offres suivantes sont les mieux disantes en application des critères énoncés dans le règlement de consultation, à savoir :

➤ **Lot 1 VOIRIES, EAUX PLUVIALES et SIGNALÉTIQUE**

LAFITTE TP

➤ **Lot 2 ESPACES VERTS**

BEVER

**DÉCIDE**

**Article 1 :** Après négociations, de retenir les offres des entreprises listées ci-dessous pour les montant suivants :

**Pour le lot 1 :** Entreprise LAFITTE TP

1 791 781 .80 € H.T

**Pour le lot 2 :** Entreprise BEVER

110 733.52 € H.T

**Article 2 :** De signer les marchés et tous les documents qui lui sont intrinsèques.

**Article 3 :** Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune.

**Article 4 :** La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :** La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor  
Le Maire,

**Christophe VIGNAUD**

- **Culture :**

### **Sollicitation d'une subvention pour le salon du livre 2024**

#### **Patrice BIANCONE :**

Habituellement, nous avons une subvention de MACS qui est de l'ordre de 10 000€, comme vous le savez-vous ou peut-être pas et je vous le précise donc, cette année nous avons décidé et j'ai rencontré la présidente du CNL pour parvenir à obtenir quelque chose, puisque la plupart des salons sont aidés par le CNL, ce qui n'est pas le cas d'Hossegor, ce qui me semble paradoxal, donc j'ai entrepris les démarches auprès du CNL pour obtenir une subvention.

Ce qui semble être en bonne voie, bon il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, mais disons que c'est en bonne voie.

La 2<sup>ème</sup> subvention qui pourrait intervenir, donc ça en ferait 3 en définitive, c'est celle du département, alors le département avait posé une condition, qui était de se rapprocher d'une médiathèque parce que leur action culturelle au niveau du département est exclusivement dirigée vers la jeunesse, donc la médiathèque, c'était une nécessité, donc nous nous sommes rapprochés avec Cathy Montaut de celle de Capbreton, qui a accepté de participer et de jouer le jeu, puisqu'ils prendront notamment part à la promotion en quelque sorte du prix de la bande dessinée. En proposant les livres et en les mettant à disposition des enfants, les conditions sont remplies et les demandes de subventions sont à l'étude.

Nous espérons pouvoir bénéficier également de cette aide, nous espérons avoir des réponses positives très vite.

#### **Emmanuelle BESCHERON :**

Pourquoi pas une médiathèque sur la commune ?

#### **Patrice BIANCONE :**

Oui, c'est une question, une réflexion, et je serais tout à fait partisan de ça évidemment !

#### **Christophe VIGNAUD :**

La ferme de Bielle peut être l'endroit...

#### **Patrice BIANCONE :**

On pense à ce projet, et lorsque nous on a discuté de la ferme de Bielle, on avait pensé à ça, c'est à dire peut-être un coin bibliothèque, un coin animation, un coin médiathèque, je pense que tout ça est possible et ce serait une merveilleuse idée, d'autant plus que le bâtiment est très symbolique puisque la ferme de Bielle est la dernière ferme qui représente un peu le passé de Soorts, et cela me semble être un lieu formidable pour ce genre d'activités. Éventuellement recevoir aussi des auteurs, des écrivains, des musiciens, des conteurs, toutes ces activités-là qui à mon sens manquent un peu ici à Hossegor, mais on travaille sur la ferme de Bielle.



**Décision du maire du 4 décembre 2023**
**Objet : Salon du Livre : budget prévisionnel et sollicitation de subventions.**
**Le Maire de Soorts-Hossegor,**
**Vu** l'article L 2122-22 du CGCT,

**Vu** la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 26 qui lui confie pour la durée du présent mandat, la délégation suivante : « De demander à tout organisme financeur, dans la limite d'un montant de 500 000 euros par projet, l'attribution de subventions »

**Considérant** l'avis de la commission municipale « Culture »,

**DÉCIDE**
**Article 1** : de définir le plan de financement prévisionnel comme suit :

**Article 2** : de solliciter les partenaires financiers (Région Nouvelle-Aquitaine, Département des Landes, Communauté de communes MACS et CNL) pour l'obtention de subventions et tout autre partenaire

DEPENSES		RECETTES	
<b>Budget Artistique</b>	<b>44 000,00 €</b>	<b>CNL</b>	<b>5 000,00 €</b>
Rémunération artistes et intervenants	13 000,00 €	<b>Département</b>	<b>7 000,00 €</b>
Hébergement et transport	16 000,00 €	<b>Macs</b>	<b>10 000,00 €</b>
Restauration	15 000,00 €	<b>Région</b>	<b>10 000,00 €</b>
<b>Budget Technique</b>	<b>19 700,00 €</b>		
Matériel et prestations	14 500,00 €	<b>Commune</b>	<b>67 200,00 €</b>
Sécurité et gardiennage	3 200,00 €	Autofinancement	
Frais de personnel technique	2 000,00 €		
<b>Communication</b>	<b>16 000,00 €</b>		
Création et impression de documents	6 000,00 €		
Prestations de diffusion et publicité	8 000,00 €		
Autres : photos et vidéos	2 000,00 €		
<b>Frais Administratifs</b>	<b>19 500,00 €</b>		
Frais de personnel administratif	15 000,00 €		
Fournitures, timbres, missions, ...	4 500,00 €		
<b>Total =</b>	<b>99 200,00 €</b>	<b>Total =</b>	<b>99 200,00 €</b>

financier qui souhaiterait soutenir l'organisation de ce 26<sup>ème</sup> Salon du livre.

**Article 3** : les crédits seront votés dans le cadre du budget primitif 2024.

**Article 4 :**

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

**Article 5 :**

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Pau à compter de sa publication et de sa notification au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Soorts-Hossegor  
Le Maire,  
**Christophe VIGNAUD**

**Christophe VIGNAUD :**

Très bien merci, pour rappel avant de conclure donc le 18, c'était hier le recensement a commencé, je pense que vous avez eu déjà dans vos boîtes aux lettres les codes pour faire la démarche en ligne, donc je conseille à tout le monde de le faire sur internet, je l'ai fait tout à l'heure ça me prend ça prend une quinzaine de minutes et c'est vraiment pratique et rapide.

Je pense que les 200 personnes que nous avons « perdues » seront peut-être rattrapées et que le comptage qui sera fait sera bénéfique pour la commune.

Le prochain conseil se tiendra le 8 mars prochain, je vous souhaite une bonne soirée, merci à tous de votre patience et de votre écoute. Bonsoir.

Fait et approuvé avec 18 voix pour et 6 abstentions les jours mois et an que dessous,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

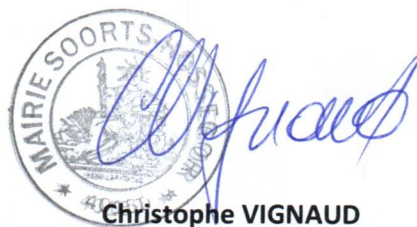
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 mars 2024

Le secrétaire de séance,



**Maëlle DUBOSC-PAYSAN**

Le Maire,



**Christophe VIGNAUD**